

Assistance technique et logistique
en faveur du Forum politique
pour le développement (FPD)

N° du contrat : 83217097



**Forum
Politique** pour le
Développement

Étude du FPD

**Stratégies nationales appuyant
la mise en œuvre de l'Agenda 2030**

Indonésie

AOÛT 2016



Ce projet est financé par l'Union européenne



Ce projet est mis en œuvre par la GIZ International Services



Réalisée par

Le Dr Wicak Sarosa a joué un rôle très actif dans la promotion des OMD (notamment en tant que Directeur exécutif de l'Institut du développement urbain et régional, de 2002 à 2007) et dans la formulation des ODD (en tant que Directeur exécutif du Partenariat pour la réforme de la gouvernance). En tant que consultant indépendant et activiste, il continue à intervenir dans des domaines directement ou indirectement liés à la réalisation des ODD en Indonésie.

Plus d'information sur le FPD ainsi que les annexes de ce rapport peuvent être consultés à l'adresse suivante: <http://capacity4dev.ec.europa.eu/policy-forum-development/>»

Avertissement

Le contenu du présent rapport ne reflète pas nécessairement les opinions de Kaleidos Research, de la fondation NCDO ou des organisations ayant commandé l'étude. Les informations présentées et les points de vue exprimés engagent uniquement leurs auteurs.

Table des matières

Glossaire des abréviations	2
1. Résumé analytique	4
2. Introduction	6
Pertinence de l'Agenda 2030 pour l'Indonésie	6
Les ODD et les priorités de l'Indonésie	8
Rôles des OSC et des GL : analyse FFOM	9
3. Tirer des enseignements du passé	11
Impliquer les OSC et les GL dans la mise en oeuvre des OMD	11
Évaluation des OMD en Indonésie	12
4. Prendre conscience des besoins actuels	11
La transition des OMD vers les ODD	11
Rôles des OSC et des GL dans la mise en oeuvre des ODD	21
Difficultés liées à la mise en oeuvre des ODD	21
Encourager la coopération multipartites	22
5. Renforcer les moyens pour atteindre les Objectifs de développement durable	24
Environnements porteurs - Mécanismes, politiques et coalitions	24
Encourager un environnement porteur pour les OSC et les GL	25
6. Conclusions, messages clés et recommandations	27
Conclusions et messages clés	27
Recommandations	28
Références	30

Glossaire des abréviations

ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
Bappeda	Badan Perencanaan Pembangunan Daerah (agence locale/régionale de planification du développement) – qui peut être au niveau de la ville/régence ou de la province
Bappenas	Badan Perencanaan Pembangunan Nasional (agence nationale de planification du développement)
BPS	Badan Pusat Statistik/Agence centrale des statistiques
CISDI	Centre pour les initiatives de développement stratégique d'Indonésie
COP21	La 21 ^e édition de la Conférence annuelle des Parties sur le changement climatique (également appelée Conférence de Paris de 2015 sur le climat)
OSC	Organisation de la société civile
RSE	Responsabilité sociale des entreprises
UE	Union européenne
PIB	Produit intérieur brut
GPHN	Groupe de personnalités de haut niveau sur l'agenda du développement post-2015
INFID	Forum international des ONG sur le développement indonésien
KSBSI	Konfederasi Serikat Buruh Sejahtera Indonesia (Confédération des syndicats indonésiens pour la prospérité)
GL	Gouvernements locaux. Si ce terme est en règle générale interchangeable avec le terme « Autorités locales », ce rapport suit la tradition indonésienne qui préfère utiliser GL au lieu de AL.
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	Organisations non gouvernementales
PNPM	Program Nasional Pemberdayaan Masyarakat (programme national d'autonomisation des communautés)
RAD TPM	Rencana Aksi Daerah untuk Percepatan Pencapaian Tujuan Pembangunan Milenium (plan d'action local pour l'accélération de la réalisation des OMD)
RAD TPB	Rencana Aksi Daerah untuk Pencapaian Tujuan Pembangunan Berkelanjutan (plan d'action local pour la réalisation des ODD)
RAK TPB	Rencana Aksi Kota/Kabupaten untuk Pencapaian Tujuan Pembangunan Berkelanjutan (plan d'action de la ville/régence pour la réalisation des ODD)
RAN API	Rencana Aksi Nasional dalam Adaptasi Perubahan Iklim (plan d'action national sur l'adaptation au changement climatique)
RAN GRK	Rencana Aksi Nasional dalam Pengurangan Gas Rumah Kaca (plan d'action national sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre)



RAN MAPI	Rencana Aksi Nasional Mitigasi dan Adaptasi Perubahan Iklim (plan d'action national sur l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets)
RAN TPM	Rencana Aksi Nasional untuk Percepatan Pencapaian Tujuan Pembangunan Milenium (plan d'action national pour l'accélération de la réalisation des OMD)
RAN TPB	Rencana Aksi Nasional untuk Pencapaian Tujuan Pembangunan Berkelanjutan (plan d'action national pour la réalisation des ODD)
RAP TPB	Rencana Aksi Provinsi untuk Pencapaian Tujuan Pembangunan Berkelanjutan (plan d'action provincial pour la réalisation des ODD)
RPJM	Rencana Pembangunan Jangka Menengah (plan de développement à moyen terme) - Plan de développement quinquennal aux niveaux national, provincial et local. Son terme doit coïncider avec la fin du mandat des dirigeants (président, gouverneurs et maires/régents, respectivement pour les niveaux national, provincial et local), qui sont élus pour cinq ans. Le RPJM doit également intégrer les principales promesses faites par les dirigeants élus pendant leur campagne.
RPJP	Rencana Pembangunan Jangka Panjang (plan de développement à long terme) - Plan de développement vicennal aux niveaux national, provincial et local. Étant donné que ce plan aura le statut juridique d'une loi (au niveau national) ou d'un règlement (aux niveaux provincial et local), il doit être examiné dans le cadre d'un processus participatif incluant non seulement les parlements respectifs, mais également les personnes directement concernées. Idéalement, il ne doit pas pouvoir être modifié facilement par les nouveaux dirigeants élus dont le mandat est plus court que le plan lui-même. Dans la réalité, toutefois, il est fréquent que les dirigeants politiques ne tiennent pas suffisamment compte du plan de développement à long terme (ils accordent plus d'attention au plan à moyen terme, qui reprend leurs propres programmes ou leurs promesses de campagne).
ODD	Objectifs de développement durable
PME	Petites et moyennes entreprises
NU	Nations Unies
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement

1. Résumé analytique

L'objectif du présent document est d'analyser la préparation de l'Indonésie à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Reposant sur la ferme conviction que les ODD ne peuvent être atteints qu'avec la participation significative des organisations de la société civile (OSC) et des gouvernements locaux (GL), cette étude vise avant tout à identifier les voies ou les moyens qui permettront d'améliorer la participation des OSC et des GL, notamment l'environnement porteur que le gouvernement national doit mettre en place.

Dans cette optique, le chercheur a interrogé des personnes informées au sein d'organismes publics pertinents, de certains gouvernements locaux et d'organisations de la société civile, ainsi que d'autres parties prenantes concernées. Une discussion thématique, à laquelle ont participé une trentaine de personnes de divers milieux, a également été organisée à cet effet. Un examen documentaire, complété par la participation à un certain nombre de séminaires et de séances de discussion, a permis d'étayer l'étude. Cette dernière est aussi en partie une « observation participative », le chercheur qui en est l'auteur ayant lui-même joué un rôle actif dans la promotion des OMD (et, plus tard, des ODD) en Indonésie depuis 2005 et ayant travaillé en étroite collaboration avec divers GL et OSC du pays depuis les années 90.

L'Indonésie est caractérisée par la diversité de ses conditions géographiques, culturelles, sociales et économiques. Sur le plan socio-économique, certaines parties du pays sont beaucoup plus avancées que d'autres, ce qui explique les différents niveaux de réalisation des OMD et ODD. Étant donné que l'Agenda 2030 appelle à « ne laisser personne derrière », l'inégalité croissante en Indonésie – comme le montre l'augmentation alarmante du coefficient de Gini, passé de 0,31 en 1990 à 0,41 en 2015 – devrait être une source de préoccupation majeure. D'autre part, l'expérience de l'Indonésie et le succès relatif de la mise en œuvre des OMD - 78 % des cibles auraient été atteintes - constituent une base solide pour la mise en œuvre des ODD.

Dans l'environnement d'une gouvernance plus démocratisée et décentralisée que l'Indonésie a adoptée depuis le début de « l'ère de la réforme » à la fin des années 90, les OSC et les GL ont bénéficié d'une plus grande marge de manœuvre pour participer aux affaires publiques et aux processus de développement. Ainsi, certaines OSC ont participé activement à la promotion des OMD (et maintenant des ODD) ou se sont impliquées au niveau

communautaire et local pour « combler les lacunes » dans les services publics et d'autres fonctions gouvernementales. D'autres interviennent en tant que groupes de défense ou de pression ou produisent des « rapports parallèles » critiques sur la réalisation des OMD. Quasiment toutes les provinces et certains GL ont élaboré leur propre plan d'action relatif aux OMD et ont intégré ces objectifs à leur plan de développement, en alignant notamment certains de leurs programmes annuels. Des GL et des OSC – ainsi que certaines sociétés privées, à travers leurs programmes de responsabilité sociale des entreprises (RSE) – ont également collaboré à des initiatives liées aux OMD/ODD. Néanmoins, de nombreux défis, désormais plus complexes avec la mise en œuvre des ODD encore plus vastes, doivent encore être relevés.

À la lumière de ce qui précède, il s'avère essentiel d'avoir une base juridique qui permettra de mieux coordonner la mise en œuvre des ODD en Indonésie. À cet égard, un décret présidentiel sur la mise en œuvre des ODD a été rédigé, mais n'a pas encore été adopté en raison de l'absence de consensus entre les principales parties prenantes. Les responsables du gouvernement en charge de ce dossier travaillent à l'élaboration d'une architecture institutionnelle similaire à celle déployée pour la mise en œuvre des OMD, la *Bappenas* - l'agence nationale de planification du développement - assurant la coordination au sein d'une Équipe interministérielle de coordination nationale, ainsi que la supervision directe d'un Secrétariat national des ODD. Parallèlement, des groupes de la société civile ont activement fait pression en faveur d'une plus grande représentation des diverses parties prenantes au sein de ces organes de coordination, ainsi que dans tous les groupes de travail sur les objectifs mondiaux. Les GL ont également exigé une meilleure reconnaissance de leurs rôles et plaidé pour leur indépendance, afin de ne pas être « assimilés » au bloc constitué par le gouvernement et le Parlement. D'autre part, le secteur privé et les organisations philanthropiques préfèrent ne pas être coordonnés de manière trop stricte, bien qu'ils soient disposés à rendre compte régulièrement au gouvernement national.

Ces querelles intenses expliquent en partie le fait que le décret présidentiel n'ait pas encore été finalisé et adopté au moment de la rédaction de ce document. Face à cette situation, il a été suggéré que les parties prenantes commencent à focaliser leurs efforts sur la mise en œuvre des ODD dans leurs domaines d'intervention respectifs, sans attendre l'adoption du décret présidentiel. Bien qu'importante, sa promulgation ne constitue

en effet qu'un des nombreux moyens qui permettraient d'assurer la mise en œuvre coordonnée des objectifs et une meilleure utilisation des ressources limitées.

L'une des mesures immédiates pouvant être prises est l'intégration des ODD aux plans de développement nationaux et locaux, notamment à travers la formulation de plans d'action nationaux et locaux liés aux ODD. Cette action permettra d'allouer les budgets nationaux et locaux aux programmes susceptibles de contribuer efficacement à la réalisation des ODD. Quelques provinces et GL ont commencé à initier le processus d'élaboration de ces plans d'action locaux sans attendre la réglementation nationale censée fournir des orientations et assurer la coordination des activités.

En attendant que le décret présidentiel proposé ne soit adopté, une autre mesure pourrait consister à soutenir, à renforcer et à reproduire les initiatives de collaboration existantes entre les OSC, les GL, le secteur privé, les ministères compétents et d'autres parties prenantes. Des exemples de ce type de collaboration existent dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'énergie, de l'eau, de l'assainissement et de l'amélioration des bidonvilles. Si la plupart de ces initiatives n'en sont qu'à leurs débuts, leur modèle peut déjà être reproduit dans d'autres champs d'application des ODD ou secteurs.

Les parties prenantes (et les participants à la discussion thématique) interrogés dans le cadre de cette étude ont également reconnu que les OSC et les GL ont encore besoin d'assistance pour renforcer leurs capacités en vue de participer efficacement à la mise en œuvre des Objectifs de développement durable. Cette assistance dont ont besoin de toute urgence les organisations de la société civile et les gouvernements locaux ne doit pas être limitée à un soutien financier, mais doit également impliquer un renforcement des capacités techniques et de gestion, afin de réduire leur dépendance à l'aide extérieure et d'accroître leur efficacité. De même, la capacité à établir des partenariats plus stratégiques et plus systématiques entre les OSC, les GL et le secteur privé est également perçue comme un impératif. Cependant, il subsiste un grand point d'interrogation quant à la forme que doivent prendre ces « partenariats stratégiques ».

En résumé, l'étude a permis d'identifier les aspects suivants : (i) en tant que pays en développement caractérisé par la diversité qui connaît actuellement de nombreuses transformations, l'Indonésie rencontre d'énormes difficultés pour respecter

son engagement à atteindre les Objectifs de développement durable ; (ii) il existe à la fois des facteurs positifs qui favorisent la préparation de l'Indonésie à la mise en œuvre des objectifs mondiaux et des facteurs négatifs susceptibles d'entraver leur réalisation ; (iii) la démocratisation et la décentralisation peuvent être considérées comme des armes à double tranchant dans la mesure où elles favorisent la participation de la société civile et des gouvernements locaux, mais compliquent les efforts visant une action plus concertée ; (iv) la promulgation d'un décret présidentiel reposant sur l'expérience relative à la mise en œuvre des OMD en vue de coordonner les actions relatives aux ODD peut constituer une base juridique essentielle. Toutefois, les désaccords entre les parties prenantes concernant l'architecture institutionnelle ont retardé son adoption ; (v) les GL peuvent commencer (et quelques-uns l'ont fait) à élaborer des plans d'action locaux pour la mise en œuvre des ODD, sans attendre le décret présidentiel et en s'appuyant sur l'expérience acquise dans le cadre de l'élaboration des plans d'action locaux relatifs aux OMD ; (vi) il existe des exemples d'initiatives de collaboration entre de multiples parties prenantes qui peuvent être renforcées et multipliées ; et enfin (vii) l'UE peut contribuer à renforcer les capacités des OSC et des GL en Indonésie, mais également dans le cadre de la coopération avec l'ANASE.

2. Introduction

Pertinence de l'Agenda 2030 pour l'Indonésie

À la différence des objectifs du Millénaire pour le développement, qui avaient été formulés de manière beaucoup moins participative et qui contenaient des objectifs, des cibles et des indicateurs moins nombreux et plus précis, les Objectifs de développement durable, qui sont universels, ne peuvent certainement pas être réalisés grâce aux seuls efforts des gouvernements nationaux et requièrent la participation pleine et effective de toutes les parties prenantes : société civile, gouvernements locaux, secteur privé, médias et tous les autres acteurs. Une entreprise aussi ambitieuse implique assurément des défis de taille pour tous les pays et des défis encore plus considérables pour un grand pays en développement avec une population extrêmement diverse sur les plans socioculturel et économique.

Avec environ 250 millions d'habitants, l'Indonésie est le quatrième pays le plus peuplé de la planète. Soixante pour cent de la population est concentrée sur l'île de Java. Ce vaste archipel compte 17 508 îles, mais 6 000 « seulement » sont habitées. L'archipel couvre 5 120 kilomètres d'est en ouest le long de l'équateur, divisés en trois fuseaux horaires, et 1 760 kilomètres du nord au sud entre les continents asiatique et australien.

La nation est également très diverse du point de vue culturel, avec plus de 100 ethnies et 300 langues locales parlées quotidiennement dans l'ensemble de l'archipel. Pour la plupart des Indonésiens, la langue nationale, communément appelée *bahasa indonesia*, est leur deuxième ou troisième langue après leur langue locale. Si 88 % de la population est musulmane, certaines provinces regroupent des majorités catholique, chrétienne et hindoue. Le bouddhisme est aussi reconnu comme une religion majeure dans le pays. Enfin, les croyances autochtones et autres adaptations locales des grandes religions sont courantes également. Cette diversité culturelle fait partie de l'Indonésie depuis la création de la nation.

L'île de Java, qui est la plus peuplée, est relativement plus développée et industrialisée par rapport à de nombreuses autres régions des « îles périphériques », qui demeurent rurales ou moins développées. De même, si le PIB par habitant de la région de la capitale Jakarta s'élève à 12 000 dollars (chiffre de 2014, ajusté à la parité du pouvoir d'achat), dans certaines provinces de l'est, il se situe toujours aux alentours de 2 800 dollars. Le PIB national par habitant est d'environ 5 200 dollars (chiffre de 2014, ajusté à la parité du pouvoir d'achat PPA). Selon les statistiques indonésiennes, la pauvreté a diminué de moitié entre 1990 et 2015 (taux de 11 % actuellement), mais le coefficient de Gini (inégalité) a nettement augmenté au cours de cette période puisqu'il est passé de 0,31 à 0,41.

Les principales activités économiques sont généralement situées dans et autour d'un certain nombre de métropoles. Parmi elles figurent notamment la capitale du pays, Jakarta, qui, avec quelques municipalités voisines, forme une agglomération urbaine de plus de 20 millions de personnes. Les infrastructures et les équipements publics dans ces zones métropolitaines sont relativement meilleurs que ceux du reste du pays, mais sont encore loin d'être suffisants pour répondre aux besoins croissants de leur population de plus en plus nombreuse, en particulier dans les domaines du logement, des transports, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.

Les écarts ne concernent pas uniquement les infrastructures et équipements matériels, mais également le capital humain. Les indices de développement humain (IDH) varient considérablement d'une province à l'autre. Par exemple, l'IDH de Jakarta est de 0,783 (2014) alors que celui du Sulawesi occidental est de 0,622 et celui de la Papouasie de 0,567. Si ces écarts socio-économiques sont reconnus depuis longtemps par le gouvernement national, l'administration du président Joko Widodo a adopté une approche officielle du développement appelée « Développement depuis la périphérie ». Dans le cadre de cette approche, une plus grande priorité doit être accordée aux zones périphériques, plus pauvres. En mettant en œuvre des politiques d'action positive pour ces régions, le gouvernement s'attend à ce que les régions sous-développées deviennent non seulement des moteurs de croissance, mais contribuent également à réduire les disparités régionales. Cette nouvelle approche du développement est conforme au principe des ODD selon lequel « personne ne doit être laissé de côté » et reconnaît le processus de développement inclusif.



La réduction des disparités régionales est devenue plus difficile depuis que l'Indonésie a adopté sa politique de décentralisation. Cette politique a transféré la plupart des fonctions gouvernementales aux gouvernements locaux. Sur le plan administratif, il existe en Indonésie trois niveaux de gouvernement¹ : national, provincial et local (villes et régences). En 2015, le pays compte 34 provinces et 514 gouvernements locaux (98 villes et 416 régences)², qui ont tous bénéficié d'un niveau d'autonomie relativement élevé depuis l'introduction de la politique de décentralisation en 1999 (qui a également marqué la fin de plus de trois décennies de régime extrêmement centralisé pendant le gouvernement du président Suharto). Cependant, les capacités financières, techniques et de gestion dont disposent les GL pour exercer leurs nouvelles fonctions varient considérablement. Alors que quelques GL génèrent eux-mêmes un pourcentage important de leurs recettes, de nombreux autres sont encore financièrement dépendants des transferts du gouvernement national.³

-
- 1 Certains experts font valoir qu'avec l'adoption de la loi n° 6/2014 sur les gouvernements de village, qui reconnaît les villages en tant qu'entités autonomes, il existe en réalité quatre niveaux de gouvernement en Indonésie, et non trois. Néanmoins, dans le cadre de cette étude, le chercheur a préféré se référer à l'ancien cadre, qui considère que l'Indonésie repose sur trois niveaux de gouvernement.
 - 2 À la suite de l'adoption de la loi de décentralisation libérale, le nombre de provinces et de gouvernements locaux a été multiplié. Un moratoire devait être adopté en 2010-2014 pour mettre fin aux demandes des élites locales visant à créer de nouvelles provinces ou régences.
 - 3 En plus d'être des régions autonomes, les provinces sont également des représentants légaux du gouvernement national et sont, par conséquent, chargées de mener à bien de nombreux programmes du gouvernement national, notamment ceux liés aux engagements internationaux. En général, les provinces bénéficient également d'une plus grande « marge de manœuvre financière » que les GL. Dans ce contexte, le décret présidentiel proposé pour la mise en œuvre des ODD requiert uniquement la formulation de plans d'action aux niveaux national et provincial, avec la participation des GL et des OSC aux processus. Cependant, de nombreuses OSC considèrent que ce type d'arrangement est insuffisant. Elles insistent sur la nécessité de soutenir l'élaboration de plans d'action au niveau local et sur l'intégration des objectifs mondiaux dans les plans de développement local.

Les ODD et les priorités de l'Indonésie

L'Indonésie a joué un rôle actif dans la coopération mondiale au développement, notamment dans la définition d'objectifs communs tels que les OMD et les ODD. Au cours de son mandat (2004-2014), le président Susilo Bambang Yudhoyono a été nommé par le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, pour être le co-président du Groupe de personnalités de haut niveau sur l'agenda du développement post-2015. Un certain nombre d'organisations de la société civile indonésiennes et d'associations d'entreprises privées aux vues similaires ont été impliquées tout au long du processus de formulation des recommandations du Groupe. Cela a créé un effet boule de neige pour la promotion des objectifs mondiaux au-delà du gouvernement. Bien que ne partageant pas le même niveau d'enthousiasme que son prédécesseur, le président Joko Widodo est fondamentalement ouvert à ce mouvement.

Une façon de promouvoir la mise en œuvre des ODD en Indonésie consiste à intégrer ces objectifs aux plans de développement nationaux. L'engagement du gouvernement en faveur des ODD a été illustré en partie par la création d'un Secrétariat national dirigé par la Bappenas⁴. L'une des principales tâches du Secrétariat est d'aligner les ODD sur le plan national de développement à moyen terme 2015-2019 (RPJMN), le RPJPN pour la période 2005-2025 et les plans de développement sectoriels et régionaux. Bien que le RP JMN 2015-2019 ait été formulé avant le lancement officiel des ODD en septembre 2015, l'agence nationale de planification du développement avait déjà tenté d'intégrer certains des objectifs mondiaux à ce plan (mais pas les éventuels objectifs, cibles ou indicateurs précis). Conformément aux lois en vigueur, le RPJMN reprend également les promesses de campagne politique du nouveau gouvernement, les plans technocratiques de tous les ministères concernés, ainsi que les demandes formulées par la population et recueillies par le biais du processus participatif de délibération concernant la

planification du développement, appelé « *Musrenbang* ». Une étude préliminaire réalisée par le PNUD Indonésie a révélé une convergence importante entre les ODD et le programme électoral de Joko Widodo, qui a été baptisé « *Nawa Cita* » (« neuf objectifs ») et repris dans le RPJM2015-2019.⁵ L'annexe A présente les domaines de convergence identifiés par l'étude du PNUD.

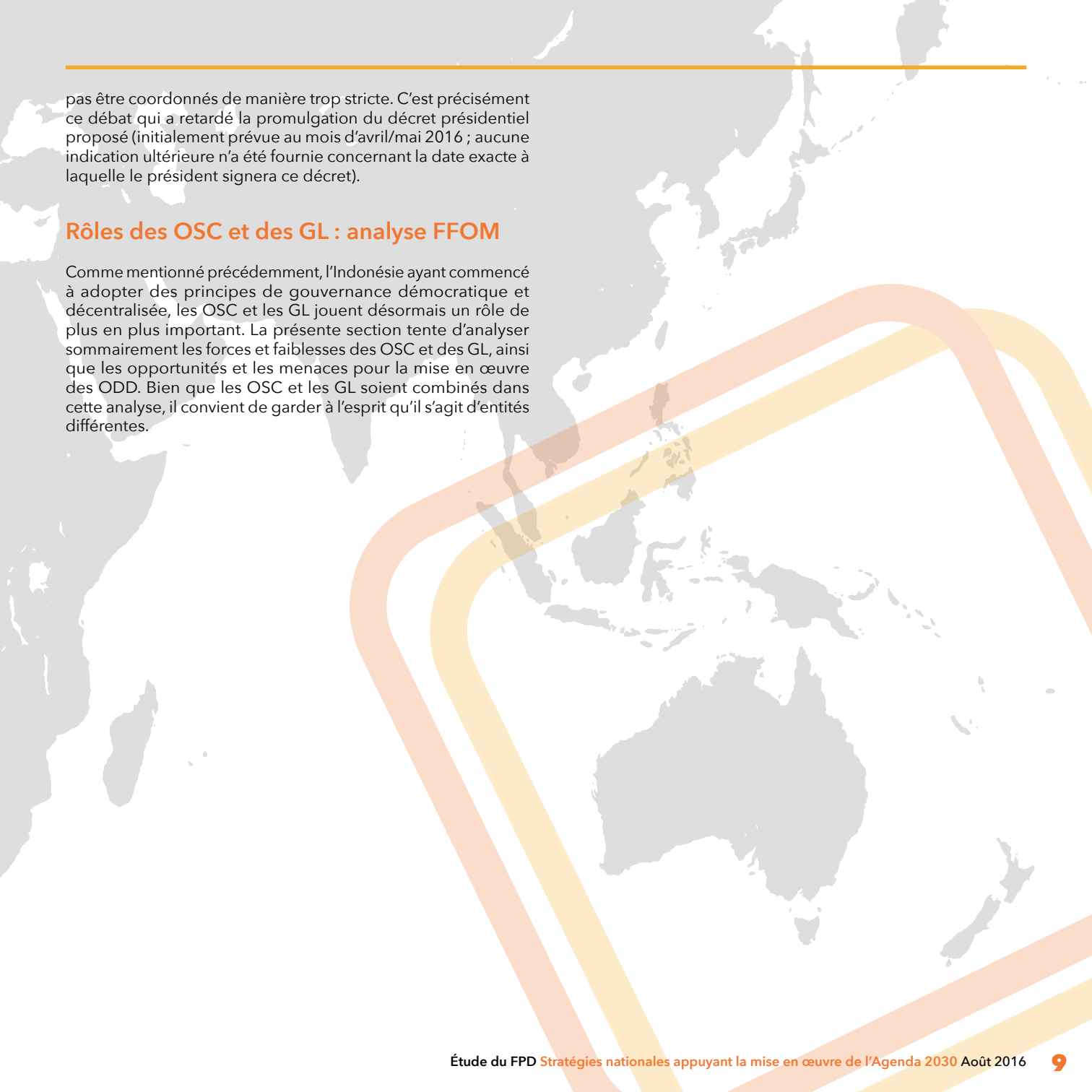
Le décret présidentiel destiné à réglementer le cadre institutionnel pour la mise en œuvre des ODD est un autre exemple de l'engagement de l'Indonésie dans ce domaine. Cette approche est inspirée du modèle suivi en 2010 avec la promulgation d'une instruction présidentielle⁶ sur l'accélération des efforts pour atteindre les OMD, qui prévoyait la création d'une équipe interministérielle de coordination nationale composée de hauts fonctionnaires des ministères et organismes concernés, ainsi que du Secrétariat national des OMD, géré par l'agence nationale de planification du développement (*Bappenas*). L'équipe de coordination et le secrétariat furent tous deux créés pour la promotion, la planification, le suivi et la coordination des programmes du gouvernement relatifs aux OMD, ainsi que pour l'établissement de rapports sur les réalisations. S'appuyant sur cette expérience, la *Bappenas* a proposé que le gouvernement ait recours à un modèle similaire pour la mise en œuvre des ODD. Reconnaisant le rôle d'autres parties prenantes, le secrétariat national doit également servir de centre de communication pour des « plates-formes » ou « groupes » de parties prenantes reconnus, à savoir, (a) le gouvernement et le parlement, (b) les organisations de la société civile, (c) le secteur privé et les fondations philanthropiques, et (d) les établissements universitaires/scientifiques. Il continuerait d'être géré et supervisé par la *Bappenas*.

Tout en approuvant l'approche générale, certaines OSC ont exercé de fortes pressions, y compris en rencontrant directement le président Jokowi, pour parvenir à une entente institutionnelle afin que l'ensemble des parties prenantes soient représentées au sein de l'équipe de coordination, du secrétariat, ainsi que des groupes de travail spécifiques établis pour chacun des objectifs de développement durable. Parallèlement, des associations de GL ont exigé une meilleure reconnaissance de leurs rôles et plaidé pour leur indépendance. Ils ne veulent pas être « assimilés » au bloc constitué par le gouvernement et le Parlement. Par ailleurs, le secteur privé et les groupes philanthropiques préfèrent ne

4 Dans le système indonésien de planification du développement, la Bappenas est chargée de coordonner l'élaboration des plans de développement nationaux, tandis que les Bappeda (*Badan Perencanaan Pembangunan Daerah*) sont chargées de coordonner les plans de développement aux niveaux provincial et local. À tous les niveaux (national, provincial et local), il existe trois plans de développement différents, mais étroitement liés : les plans de développement à long terme, étalés sur 20 ans (appelés *Rencana Pembangunan Jangka Panjang Nasional* - RPJPN), les plans de développement à moyen terme, étalés sur 5 ans (appelés *Rencana Pembangunan Jangka Menengah Nasional* - RPJMN) et les plans de développement annuels (appelés *Rencana Kerja Pembangunan* - RKP), qui sont ensuite reflétés dans les programmes et le budget du gouvernement. Les promesses de campagne du président (ainsi que des gouverneurs et des maires, respectivement au niveau des provinces et des districts/municipalités) devraient être reflétées dans les plans de développement à moyen terme.

5 Sedaldyo 2015.

6 Instruction présidentielle n° 3/2010 relative à un Programme de développement équitable. Dans la hiérarchie des lois indonésiennes, une instruction présidentielle (*Instruksi Presiden*) se situe à un niveau inférieur à celui du décret présidentiel (*Peraturan Presiden*), désormais sollicité pour la mise en œuvre des ODD de plus grande envergure.



pas être coordonnés de manière trop stricte. C'est précisément ce débat qui a retardé la promulgation du décret présidentiel proposé (initialement prévue au mois d'avril/mai 2016 ; aucune indication ultérieure n'a été fournie concernant la date exacte à laquelle le président signera ce décret).

Rôles des OSC et des GL : analyse FFOM

Comme mentionné précédemment, l'Indonésie ayant commencé à adopter des principes de gouvernance démocratique et décentralisée, les OSC et les GL jouent désormais un rôle de plus en plus important. La présente section tente d'analyser sommairement les forces et faiblesses des OSC et des GL, ainsi que les opportunités et les menaces pour la mise en œuvre des ODD. Bien que les OSC et les GL soient combinés dans cette analyse, il convient de garder à l'esprit qu'il s'agit d'entités différentes.

Tableau 1 Analyse FFOM des rôles des OSC et des GL

Forces : • De nombreuses OSC nationales et locales ont été impliquées dans la mise en œuvre des OMD par le passé et sont par conséquent familiarisées avec les ODD. Quelques-unes ont participé à la formulation des ODD et continuent à travailler à leur mise en œuvre. • Les domaines d'expertise des OSC sont multiples. Des OSC travaillent activement dans chacun des domaines couverts par les ODD. • Généralement, les OSC sont suffisamment flexibles pour s'adapter aux situations changeantes, aux défis et aux opportunités. • Certains programmes de développement locaux sont alignés sur les cibles des ODD. De nombreux GL ont élaboré par le passé des plans d'action locaux relatifs aux OMD. Cela pourrait servir de base à une approche similaire pour la mise en œuvre des ODD à l'échelle locale. • Il existe parmi les OSC et les GL des exemples de leadership novateur pouvant contribuer à la réalisation des ODD. Les médias en ont parlé de sorte à inspirer d'autres acteurs. • Les OSC et les GL ont tendance à être plus « proches » de la population et à mieux saisir leurs attentes (sans doute une généralisation ; ce n'est pas toujours le cas).	Faiblesses • De nombreuses OSC nationales sont trop dépendantes des bailleurs de fonds sur le plan financier, tandis que les OSC locales ont tendance à dépendre de leurs partenaires nationaux ou de programmes gouvernementaux (peu d'OSC ont été en mesure de générer leur propre soutien financier par le biais de leurs membres, du financement participatif ou d'autres moyens). • Les capacités globales des OSC varient considérablement. De nombreuses OSC font face à une « fuite des talents », leurs dirigeants rejoignant les partis politiques qui se multiplient et les organismes auxiliaires du gouvernement. • Les OSC disposent de moyens limités pour renforcer leurs meilleures pratiques. • Les capacités financières, techniques et de gestion des GL pour mettre en œuvre des programmes de développement sont inégales dans l'ensemble du pays. • La plupart des GL sont trop dépendants du gouvernement national sur les plans financier et technique. • Si les OMD sont bien connus au sein des GL, certains responsables ne sont pas informés du passage des OMD aux ODD.
Opportunités • La démocratisation a permis aux OSC (et autres parties prenantes) de bénéficier d'une plus grande marge de manœuvre pour participer au développement en général. • Adoption de lois et de règlements divers qui requièrent une participation. • Expansion de la classe moyenne qui soutient l'activisme de la société civile. • La décentralisation des autorités et, plus progressivement, des ressources a renforcé le rôle que les GL jouent dans le développement.	Menaces • Impression grandissante (notamment parmi les décideurs) que la démocratisation et la décentralisation ralentissent les progrès (en référence à la Chine et à Singapour, où la croissance économique passe avant la démocratie). • Incompréhension de la part de quelques GL qui considèrent que les ODD (à l'instar des OMD précédemment) sont des « éléments étrangers imposés » aux communautés locales. • Augmentation des croyances radicales qui ne tolèrent pas les différences et tentent d'imposer leurs convictions aux autres.

Source : Observation participante du chercheur, 2016

3. Tirer des enseignements du passé

Impliquer les OSC et les GL dans la mise en œuvre des OMD

Depuis 1998, le régime post-autoritaire de l'Indonésie a entraîné beaucoup d'instabilité sociale, économique et politique, laissant le gouvernement national, les AL et les OSC dans l'ignorance au sujet de ces objectifs mondiaux. Il a fallu attendre 2010 pour voir le gouvernement indonésien enregistrer des progrès significatifs en ce qui concerne la réalisation des OMD. Le PNUD Indonésie a pris l'initiative de créer un Secrétariat des OMD en étroite collaboration avec l'agence nationale de planification du développement (Bappenas). En outre, sachant que les OMD n'étaient visiblement pas la principale priorité du gouvernement national, les OSC ont commencé à faire pression sur le gouvernement pour que ces objectifs soient atteints au plus tard cinq ans avant la fin des OMD. Par conséquent, le président Yudhoyono a promulgué l'instruction présidentielle n° 3/2010 pour concevoir des programmes de développement équitable axés sur les indicateurs des OMD.

Cette instruction présidentielle a également servi de base juridique pour la coordination des actions par le Secrétariat national des OMD. En outre, toutes les provinces ont dû élaborer un plan d'action régional pour les OMD (RAD TPM) d'après le plan d'action national pour la réalisation des OMD (RAN TPM). Les RAN TPM ont été ensuite ajoutés au Plan national de développement à long terme (RPJPN) 2005-2025 et au Plan national de développement à moyen terme (RPJMN) 2010-2014. De même, les RAD TPM ont dû être intégrés aux plans de développement des provinces. Dès 2015, 33 provinces indonésiennes avaient adopté les RAD TPM.⁷

Si l'instruction présidentielle exigeait des gouvernements locaux d'élaborer des plans d'actions pour les OMD (RAD TPM), l'assistance du gouvernement national en la matière semble avoir été limitée à la publication de lignes directrices. Le gouvernement national, en particulier la Bappenas, a apporté aux provinces une assistance technique pour l'élaboration des plans d'action. Il était prévu que les provinces fournissent ensuite une assistance similaire aux gouvernements locaux dans leurs régions respectives. Des entretiens et des échanges informels avec des responsables de GL révèlent que certains GL ont tenu compte des OMD – notamment des cibles et des indicateurs –

dans leurs plans de développement respectifs, ce qui témoigne de la prise de conscience et de l'enthousiasme des responsables de gouvernements locaux à l'égard des OMD (après des années de « socialisation » non seulement par le gouvernement national, mais aussi par diverses ONG).

Les OSC ont participé à la promotion des OMD et au fait de rendre possible leurs mises en œuvre au niveau local, par exemple, en élaborant des « rapports d'évaluation conjointe » (versions modifiées des « rapports d'évaluation citoyenne »). Après l'adoption officielle des OMD par le gouvernement, certaines OSC ont continué à intervenir en tant que groupes de défense ou de pression tandis que d'autres ont participé aux processus aux niveaux local et communautaire en tant que facilitateurs ou « partenaires ». Des OSC ont également produit des « rapports parallèles » aux rapports officiels sur les OMD au cours des cinq dernières années de mise en œuvre. En termes d'élargissement de ce type de pratique participative au niveau de la politique officielle, aucun élément concret ne montre qu'une stratégie a été mise en place pour renforcer la participation des parties prenantes à la localisation des OMD. La cohérence de la politique relative à la localisation des OMD a été largement dépendante des dispositions politiques nationales bien que les gouvernements locaux aient plus de pouvoir pour coordonner la mise en œuvre des OMD.

Par conséquent, fin 2015, un grand nombre de gouvernements locaux et de communautés en Indonésie avaient tout juste commencé à tenir compte de ces objectifs mondiaux. Certains dirigeants locaux ignoraient même que les OMD avaient été transformés en ODD alors que d'autres s'interrogeaient déjà sur ce qu'ils devaient faire des plans d'action locaux récemment adoptés pour la réalisation des OMD et sur la manière de les adapter aux nouveaux objectifs mondiaux, plus vastes.

Outre le rôle de plus en plus important des OSC et des AL, les OMD mettaient particulièrement l'accent sur l'implication des groupes marginalisés. En Indonésie, certains groupes minoritaires éprouvent des difficultés à participer à la vie publique. Cela est dû non seulement au fait qu'ils sont exclus, mais aussi à l'oppression qu'ils subissent de la part de certains groupes radicaux aux valeurs conservatrices. De nombreuses OSC ont donc créé des partenariats avec des groupes marginalisés, tels que les pauvres, les femmes, les personnes âgées et les personnes handicapées, afin de travailler sur leurs programmes de développement. D'autres organisations et instituts de recherche se sont faits les

⁷ Une autre province (le Kalimantan du Nord) a été créée et, au moment de la rédaction de ce document, elle n'a pas adopté officiellement de plans de développement à long terme ou à moyen terme.

porte-parole des groupes marginalisés concernant les OMD, au travers de publications appelant le gouvernement à prendre des mesures supplémentaires en leur faveur. Alors que l'oppression de ces groupes persiste, les OMD, ainsi que le programme national de développement, ont essayé de soutenir le développement pour tous, sans exception. Il est clair que la discrimination à l'égard des personnes marginalisées est un obstacle à la pleine mise en œuvre des Objectifs de développement durable.

Si le soutien interne pour accélérer la réalisation des OMD a été, dans une certaine mesure, limité, les principales agences internationales de développement ont accompagné la mise en œuvre des OMD en Indonésie. L'Union européenne (UE), par exemple, a consacré, de 2007 à 2013, 248 millions d'euros à trois priorités du développement en Indonésie : l'éducation; le commerce et l'investissement ; et l'application des lois et la réforme judiciaire. L'UE a également apporté un soutien spécifique pour la réalisation de plusieurs OMD en Indonésie, tels que l'Objectif 6, avec le programme IMPACT (Integrated Management, Prevention, Care and Treatment - gestion intégrée, prévention, soins et traitement), et l'Objectif 7, avec le programme FLEGT (Forest Law Enforcement, Governance, and Trade Support Project - projet d'appui à l'application des réglementations forestières, à la gouvernance et aux échanges commerciaux).

En outre, le pays a bénéficié de plusieurs fonds mondiaux, de programmes thématiques régionaux et de fonds multi-bailleurs auxquels l'UE a contribué. Ces programmes étaient axés sur l'amélioration de domaines clés couverts par certains OMD. Par exemple, 20 millions d'euros ont été consacrés au Projet de sécurité nutritionnelle maternelle et infantile en Asie, mis en œuvre par l'Unicef dans plusieurs pays d'Asie, et au programme SWITCH Asia, axé sur la promotion de la production et de la consommation durables. En collaboration avec d'autres partenaires majeurs du développement en Indonésie, l'UE a également contribué à la Facilité d'appui au Programme national d'autonomisation des communautés (PNPM), un fonds multi-bailleurs géré par la Banque mondiale contribuant à la réduction de la pauvreté et à la croissance économique inclusive. En tant que membre du Comité paritaire de gestion de la Facilité d'appui au programme PNPM (2010-2013), la délégation de l'UE a contribué au dialogue politique avec le gouvernement national. Ces divers exemples témoignent de l'engagement de l'UE à consolider les relations bilatérales avec l'Indonésie en vue d'atteindre les OMD.

Le long processus d'internalisation des OMD dans le programme de développement de l'Indonésie a été le résultat de l'engagement de multiples parties prenantes. L'élément déclencheur a été

l'instruction présidentielle. Si de nombreuses OSC étaient déjà bien informées et jouaient un rôle de plaidoyer, notamment en tenant compte des intérêts des groupes marginalisés, les gouvernements locaux n'ont commencé à jouer leur rôle dans ce domaine qu'après la promulgation de l'instruction présidentielle. Malgré un démarrage tardif, les OSC et les GL ont continué, avec l'aide de l'UE, à renforcer leur capacité à participer à la mise en œuvre des OMD.

Évaluation des OMD en Indonésie

La mise en œuvre des OMD en Indonésie constitue un point de référence utile pour la planification de la mise en œuvre des ODD. Le rapport d'évaluation des OMD de 2014,⁸ résumé dans le tableau 1 ci-dessous, révèle que l'Indonésie a obtenu des résultats significatifs, sachant que les efforts concertés n'ont débuté qu'en 2010. Globalement, sur les 8 objectifs du Millénaire pour le développement, 5 ont été réalisés et 78 % des cibles devraient être atteintes à la fin de la période de mise en œuvre en décembre 2015 (Bappenas, 2015). Les cibles concernant la santé maternelle, l'eau et l'assainissement, et la prévalence du VIH/SIDA figurent parmi celles qui n'ont pas encore été atteintes.

Ce succès peut être interprété en partie comme une indication que le développement de l'Indonésie est sur la bonne voie. De nombreux programmes de développement menés par le passé étaient véritablement en phase avec les OMD, sans que ces derniers ne soient formulés officiellement. La politique de décentralisation initiée en 1999 a également contribué dans une large mesure à renforcer la participation des acteurs locaux (gouvernements et communautés) au développement et à la promotion des OMD. De même, le renforcement du leadership politique au niveau national - illustré en partie par la nomination de M^{me} Nila Moeloek en tant qu'émissaire spéciale pour les OMD durant l'administration Yudhoyono - a considérablement favorisé cette participation. Les OMD ont préparé le terrain pour l'amélioration des efforts de développement liés à des indicateurs mesurables

8 Un rapport plus complet concernant l'évaluation des OMD de 2000 à 2015 en Indonésie est en cours d'élaboration par le Secrétariat national et devrait être publié en 2016.

Tableau1 Rapport d'évaluation des OMD de 2014

N°	Objectifs	Situation	Indicateurs
1	Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim	Le niveau de pauvreté (absolue et relative) a considérablement reculé en Indonésie, l'objectif étant de réduire de moitié la proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté extrême. Il reste néanmoins beaucoup à faire pour réduire la pauvreté.	1. 5,9 % de la population vit avec moins de 1 \$ (PPA) par jour (2008) 2. Indice d'écart de pauvreté : 1,75 % 3. Taux de croissance du PIB par employé (2013) : 5,66 % 4. Ratio emploi/population (personnes de plus de 15 ans) : 62,64 % 5. Proportion de travailleurs à leur compte et de travailleurs collaborant à l'entreprise familiale dans le total des emplois : 42,57 % 6. Taux de prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans (2013) : 19,60 % 7. 17,39 % d'Indonésiens consomment moins de 1 400 kcal/jour et 66,96 % ont des apports alimentaires inférieurs à 2 000 kcal/jour
2	Assurer l'éducation primaire pour tous	Il a été estimé que le pays était « sur la bonne voie » en ce qui concerne l'Objectif 2. Les indicateurs concernant la participation à l'éducation montrent des signes positifs en faveur de l'atteinte des OMD et des cibles nationales.	1. Taux net de scolarisation dans l'éducation primaire (2013/2014) : 96 % 2. 96,57 % des élèves commençant la première année d'école primaire achèvent ce cycle d'enseignement 3. Taux d'alphabétisation des 15-24 ans, femmes et hommes confondus : 98,88 %
3	Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	En Indonésie, la question de l'égalité des sexes dans les domaines de l'éducation et du travail a fait l'objet d'une grande attention. Des efforts plus soutenus sont nécessaires pour garantir le rôle des femmes dans le développement et dans la réduction des violences conjugales.	1. Ratio filles/garçons dans l'éducation • 99,28 % dans l'enseignement primaire • 104,10 % dans l'enseignement secondaire • 103,28 % dans l'enseignement supérieur 2. Pourcentage de femmes salariées dans le secteur non agricole : 35,53 % 3. Pourcentage de sièges occupés par des femmes au Parlement : 17,32 %
4	Réduire la mortalité infantile	L'objectif de réduction de la mortalité infantile en Indonésie devait être atteint d'ici la fin 2015.	1. Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 enfants nés vivants) : 40 (2012) 2. Taux de mortalité infantile (pour 1 000 enfants nés vivants) : 32 (2012) 3. 89,42 % d'enfants d'un an vaccinés contre la rougeole

N°	Objectifs	Situation	Indicateurs
5	Améliorer la santé maternelle	Les résultats des efforts visant à réduire la mortalité maternelle étaient encore loin des cibles des OMD. L'absence d'éducation en matière de santé reproductive et l'accès limité aux services de santé ont été identifiés comme des obstacles majeurs à l'élimination du risque de mortalité maternelle.	1. Taux de mortalité maternelle : 359 (2012) 2. 86,89 % des accouchements assistés par du personnel qualifié (1^{er} trimestre 2014) 3. Taux d'utilisation de moyens de contraception chez les femmes mariées âgées de 15 à 49 ans, toutes méthodes confondues : 61,17 % 4. Taux de natalité parmi les adolescentes (pour 1 000 femmes ayant entre 15 et 19 ans) : 48 (2012) 5. Taux de couverture pour les soins prénatals : 93,76 % (au moins une visite pendant la grossesse) et 85,72 % (au moins quatre visites pendant la grossesse) 6. 11,4 % de besoins non satisfaits en matière de planification familiale
6	Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies	La prévalence du VIH/SIDA en Indonésie a eu tendance à augmenter pendant la mise en œuvre des OMD, notamment au sein des groupes à haut risque comme les toxicomanes et les travailleurs du sexe. La stigmatisation et la pression culturelle exercée pour mettre fin aux débats sur le VIH/SIDA sont venues entraver les efforts destinés à maîtriser la propagation du virus.	1. Taux de prévalence du VIH/SIDA au sein de la population : 0,46 % 2. Pourcentage de personnes ayant utilisé un préservatif lors de leur dernier rapport sexuel à haut risque (2013) : 43,52 % 3. Pourcentage des 15-24 ans ayant des connaissances complètes sur le VIH/SIDA : 21,3 % 4. Pourcentage de personnes à un stade avancé de l'infection à VIH ayant accès aux antirétroviraux : 86,93 % 5. Taux d'incidence et de mortalité associé au paludisme pour 1 000 personnes : 0,99 6. 34,80 % des enfants de moins de cinq ans dorment sous une moustiquaire imprégnée d'insecticide 7. Taux d'incidence, taux de prévalence et taux de mortalité liés à la tuberculose (2013) : 343, 272 et 25 respectivement 8. 70 % de cas de tuberculose détectés et 89,7 % de cas guéris dans le cadre du programme DOTS
7	Garantir la durabilité de l'environnement	L'Indonésie a réalisé des progrès en matière de développement durable, en particulier en ce qui concerne l'amélioration de la qualité de l'eau, de l'assainissement et des zones d'habitation urbaines. Des défis majeurs doivent encore être relevés dans les domaines de la conservation et de la gestion des forêts et de la lutte contre la pollution.	1. 66 % du couvert forestier du pays fait l'objet d'examens grâce à des images par satellite et des inventaires photographiques aériens 2. Émissions de dioxyde de carbone (CO₂) : 356 823 Gg 3. Consommation totale de substances nocives pour la couche d'ozone (en tonnes métriques) : 0 pour les CFC et 6 689,21 pour les HCFC (2010) 4. 93,54 % des stocks de poissons dans les limites de sécurité biologique (2013) 5. 42 % de zones terrestres protégées afin de maintenir la diversité biologique (2012) 6. 5,1 % de zones marines protégées 7. 68,87 % de ménages ayant un accès durable à l'eau potable, zones urbaines et rurales confondues 8. 61,04 % de ménages ayant un accès durable à des installations sanitaires de base 9. 9,12 % de la population urbaine vit dans des bidonvilles

N°	Objectifs	Situation	Indicateurs
8	Mettre en place un partenariat mondial pour le développement	Plusieurs accords et engagements pris par le gouvernement indonésien par rapport aux OMD reflètent les efforts continus qui ont été déployés pour soutenir les partenariats en faveur des objectifs mondiaux. Ils comprennent notamment une meilleure allocation des financements pour la réalisation des OMD, comme le souligne l'Engagement de Jakarta (2009). ¹	1. Ratio exportations+importations/PIB (indicateur d'ouverture économique) : 6,4 % 2. Ratio emprunts/dépôts auprès de banques commerciales (novembre 2014) : 88,7 % 3. Ratio emprunts/dépôts auprès de banques rurales (novembre 2014) : 124,45 % 4. Ratio dette extérieure/PIB : 6,4 % 5. 5,57 % de la population dispose d'une ligne de téléphone fixe (densité téléphonique) 6. 87,07 % de la population dispose d'un téléphone portable

Source : informations recueillies auprès de diverses sources (Secrétariat des OMD, pas de date ; Bappenas, 2015)

⁹ L'Engagement de Jakarta, signé en 2009 par le gouvernement indonésien et 26 partenaires de développement, vise à améliorer l'efficacité de l'aide au développement. Il repose sur le principe d'appropriation, le respect mutuel et la reconnaissance à la fois du gouvernement et des partenaires de développement pour gérer conjointement le financement des programmes de développement en Indonésie.

4. Prendre conscience des besoins actuels

La transition des OMD vers les ODD

Il a déjà été mentionné dans l'introduction que l'Indonésie a joué un rôle actif dans la coopération mondiale au développement, en général, et dans le processus de planification des ODD, en particulier. Le pays élabore actuellement sa propre stratégie. D'une part, il lui faut intégrer à la fois le programme dans son ensemble et ses priorités et objectifs spécifiques dans un plan de développement national. D'autre part, le décret présidentiel, dont la promulgation est attendue prochainement, est censé dévoiler le cadre institutionnel choisi pour la mise en œuvre effective des ODD.

Si ces aspects alimentent les débats actuels, aucune décision n'a encore été prise au moment de la finalisation de ce rapport. L'un des moyens qui peut être utilisé pour évaluer le niveau de préparation du gouvernement indonésien concernant la mise en œuvre des ODD est d'examiner, ne serait-ce que brièvement, des exemples de conditions dans le pays liées à certains objectifs spécifiques. Pour illustrer cette approche, le Tableau 2 établit le lien entre certains ODD et les actions nationales existantes.

Il est important de ne pas perdre de vue que la mise en œuvre des ODD en Indonésie est relativement complexe compte tenu des faits exposés précédemment au sujet de la diversité et des inégalités qui caractérisent la société indonésienne.

Tableau 2 Conditions actuelles liées à des ODD spécifiques

N°	Objectifs	Cibles	Conditions actuelles
1	Objectif 1. Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes, partout dans le monde	1.1 D'ici à 2030, éradiquer l'extrême pauvreté dans le monde entier (s'entend actuellement du fait de vivre avec moins de 1,25 dollar par jour).	- Le gouvernement indonésien a adopté une stratégie intégrée de réduction de la pauvreté. Par exemple, un programme basé sur l'aide sociale, la participation communautaire et l'autonomisation des microentreprises a été mis en place. Données à l'appui : - Le niveau de pauvreté en Indonésie, qui atteignait 17,8 % en 2006, est retombé à 11,2 % en 2015. Cependant, le coefficient de Gini est passé de 0,36 à 0,41 au cours de la même période. - L'indice d'écart de pauvreté en Indonésie a été réduit, passant de 2,08 % en 2011 à 1,75 % en 2014.
		1.2 D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tout âge qui vivent dans la pauvreté sous tous ses aspects, d'après les définitions nationales qui en sont données.	
		1.3 Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des mesures plancher, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient.	- Le gouvernement a lancé le Programme d'épargne pour des familles prospères (Program Simpanan Keluarga Sejahtera), le Programme pour une Indonésie intelligente (Program Indonesia Pintar) et le Programme pour une Indonésie en bonne santé (Program Indonesia Sehat) afin de réduire la pauvreté et d'améliorer l'accès aux services de base. - Depuis 2014, le Programme pour une Indonésie en bonne santé exige que les Indonésiens s'inscrivent auprès de l'administration nationale de sécurité sociale (BPJS – Badan Penyelenggara Jaminan Sosial). Données à l'appui : - En 2016, 64 % de la population est déjà enregistrée auprès de la BPJS, contre 49 % en 2014. - Le taux d'alphabétisation a légèrement progressé chez les 15-24 ans puisqu'il est passé de 98,78 % en 2011 à 98,88 % en 2014. - Le Programme pour une Indonésie intelligente a ciblé 20,3 millions d'étudiants en 2015. - En 2013, l'Indonésie a subi 36 raz-de-marée et 66 vagues de sécheresse. - En 2013, 17 789 maisons ont été totalement détruites par des catastrophes naturelles, 12 597 ont été moyennement endommagées et 59 644 légèrement endommagées.
		1.4 D'ici à 2030, veiller à ce que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, bénéficient des mêmes droits aux ressources économiques, ainsi qu'à l'accès aux services de base, à la propriété, au contrôle des terres et aux autres formes de propriété, à l'héritage, aux ressources naturelles, à des nouvelles technologies et des services financiers adéquats, y compris la microfinance	
		1.5 D'ici à 2030, renforcer la résilience des pauvres et des personnes en situation vulnérable et réduire leur exposition et leur vulnérabilité aux phénomènes climatiques extrêmes et à d'autres chocs et catastrophes d'ordre économique, social ou environnemental.	

2	Objectif 5. Parvenir à l'égalité des sexes et rendre toutes les femmes et les filles autonomes	5.1 Mettre fin, partout dans le monde, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles.	- En 2013, l'Indice des inégalités entre les sexes s'élevait à 0,5 en Indonésie. Cela montre que les inégalités entre les sexes sont encore très marquées, notamment sur le marché du travail et au sein du Parlement. - Le pays a enregistré une amélioration en ce qui concerne l'Indicateur du développement par sexe, passé de 89,42 en 2010 à 90,34 en 2014. - En 2014, l'Indice de développement humain continuait d'afficher un écart considérable entre les femmes (66,2) et les hommes (73,36).
		5.2 Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et d'autres types d'exploitation.	- Le Conseil national pour les femmes a indiqué que le nombre d'actes de violence envers les femmes demeure élevé, avec 293 220 cas en 2014, contre 279 760 cas en 2013. - La violence envers les enfants est relativement importante également, avec 1408 cas enregistrés en 2014.
		5.3 Éliminer toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage des enfants, le mariage précoce ou forcé et la mutilation génitale féminine.	La loi n° 1/1974 sur le mariage fixe l'âge minimum à partir duquel les hommes et les femmes sont autorisés à se marier dans le but de protéger les filles contre les mariages précoces et forcés. Toutefois, l'Indonésie se classe au 37 ^e rang des pays où le mariage des enfants est pratiqué, ce qui prouve que le mariage précoce est encore très répandu.
		5.4 Prendre en compte et valoriser les soins et travaux domestiques non rémunérés, par la mise en place de services publics, d'infrastructures et de politiques de protection sociale et par la promotion du partage des responsabilités dans le ménage et la famille, en fonction du contexte national.	- En 2014, les ménages dont le chef de famille est une femme représentaient 14,73 % de l'ensemble des ménages en Indonésie. - Le programme PKH Program Keluarga Harapan est un programme de versement d'allocations sous conditions ciblant essentiellement les femmes et les enfants. En 2013, 2 326 523 familles pauvres ont bénéficié de ce programme. En outre, plusieurs programmes de protection sociale ont été lancés (par exemple, subvention pour le riz, allocations en espèces, assurance maladie, etc.). Toutefois, la protection ciblant spécifiquement les femmes demeure vague et relativement limitée.
		5.5 Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès, sur un pied d'égalité, aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision dans la vie politique, économique et publique.	- Le taux de participation des femmes à la population active (50,22 %) est relativement faible comparé à celui des hommes (83,05 %). - Cela est dû en grande partie au fait que les femmes doivent s'occuper des tâches ménagères. S'agissant de la participation des femmes à la fonction publique, l'Indice d'autonomisation affiche une évolution positive, mais l'écart entre hommes et femmes concernant la participation à la vie politique et économique demeure considérable.
		5.6 Assurer l'accès de tous aux soins de santé sexuelle et reproductive et faire en sorte que chacun puisse exercer ses droits en matière de procréation, tel que défini dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, la Plate-forme d'action de Pékin et les documents finaux relatifs aux conférences d'examen qui ont suivi.	- La proportion de rapports sexuels avant le mariage a augmenté de manière significative de 2007 à 2012. En 2012, 14,6 % d'hommes et 1,8 % de femmes ayant entre 20 et 24 ans avaient déjà eu des rapports sexuels avant le mariage. - En 2012, l'âge moyen du premier mariage pour les femmes était de 20,1. - La prévalence du VIH/SIDA reste élevée : 32 711 cas en 2014, contre 29 037 en 2013. Dans le groupe d'âge 20-29 ans, 32,2 % de nouveaux cas de VIH/SIDA ont été enregistrés. Le ministère de la Santé coordonne le programme de santé sexuelle et reproductive, qui cible principalement les adolescents et les mères. Cependant, l'on ignore encore si ce programme est accessible à la société au sens large. La plupart des programmes relatifs à la santé sexuelle et reproductive sont coordonnés par les OSC.

3	Objectif 6. Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau	6.1 D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable	En 2014, 68,87 % des ménages, tant en milieu urbain que rural, avaient accès, de façon durable, à l'eau potable.
		6.2 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes, des filles et des personnes en situation vulnérable.	D'après le rapport d'évaluation des OMD, en 2014, 62,41 % des ménages avaient accès, de façon durable, à des services d'assainissement adéquats dans les zones urbaines et rurales.
		6.3 D'ici à 2030, améliorer la qualité de l'eau en réduisant la pollution, en éliminant l'immersion de déchets, en réduisant au minimum le rejet de produits chimiques et de matières dangereuses, en diminuant de moitié la proportion d'eaux usées non traitées et en augmentant considérablement à l'échelle mondiale le recyclage et la réutilisation sans danger de l'eau.	- La proportion de villages confrontés à des problèmes de pollution de l'eau a augmenté, passant de 10,34 % en 2011 à 10,69% en 2014. - Le gouvernement indonésien continue de se focaliser sur la quantité d'eau à fournir plutôt que sur la qualité de l'eau. Il existe relativement peu de données sur la pollution de l'eau aux niveaux national et régional.
		6.4 D'ici à 2030, faire en sorte que les ressources en eau soient utilisées beaucoup plus efficacement dans tous les secteurs et garantir la viabilité des prélèvements et de l'approvisionnement en eau douce afin de remédier à la pénurie d'eau et de réduire nettement le nombre de personnes qui souffrent du manque d'eau.	- Le pourcentage de ménages utilisant de l'eau potable est passé de 58,18 % en 2009 à 66,77 % en 2014. - Les données relatives à la consommation d'eau sont largement insuffisantes. Le problème de la pénurie d'eau en Indonésie est aggravé par l'allongement de la saison sèche.
		6.5 D'ici à 2030, mettre en œuvre des mesures de gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux, y compris au moyen de la coopération transfrontière selon les cas.	- En Indonésie, la gestion des ressources en eau relève principalement du ministère des Travaux publics. - Au niveau sous-national, la gestion de l'eau est généralement assurée par les services des GL, sous la direction de l'Agence des travaux publics. Il existe également plusieurs entreprises publiques d'approvisionnement en eau qui gèrent l'utilisation de l'eau à l'échelle locale.
		6.6 D'ici à 2020, protéger et restaurer les écosystèmes liés à l'eau, notamment les montagnes, les forêts, les zones humides, les rivières, les aquifères et les lacs.	- L'Indice de qualité environnementale est passé de 63,14 en 2013 à 63,42 en 2014. - L'Indice de performance environnementale était de 65,85 en 2015, classant ainsi l'Indonésie 107^e sur 180 pays. - La superficie totale de forêts brûlées s'est élevée à 11 240,78 hectares en 2015, contre 44 411,36 hectares en 2014, soit une diminution rapide.

4	Objectif 13. Prendre des mesures d'urgence pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions	13.1 Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat.	Seules quelques villes en Indonésie prennent sérieusement en compte le changement climatique dans leurs stratégies de développement (en particulier dans les zones vulnérables et exposées aux catastrophes). La sensibilisation du public doit encore être améliorée. Données à l'appui : • La superficie de zones humides s'élevait à 7 991 464 hectares en 2008 et à 8 127 264 hectares en 2012. • La déforestation de l'Indonésie contribue dans une large mesure aux émissions mondiales dues à la déforestation (environ 30 à 40 % entre 2000 et 2010 d'après les données de l'organisation Climate Action Tracker de 2015). • Les émissions de gaz à effet de serre de l'Indonésie ont été estimées à 1 800 millions de tonnes équivalent CO₂ en 2005, soit une augmentation de 400 millions de tonnes équivalent CO₂ par rapport à 2000 (République d'Indonésie, 2015). • Les émissions de CO₂ dues aux véhicules motorisés, qui s'élevaient à 85,08 millions de tonnes en 2009, ont atteint 122,29 millions de tonnes en 2013.
		13.2 Intégrer des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification nationales.	• Les problèmes liés au changement climatique sont abordés dans le Plan national de développement à moyen terme 2015-2019, qui met l'accent sur le renforcement des capacités de l'ensemble des parties prenantes. • L'Indonésie a déjà intégré la problématique du changement climatique dans ses politiques nationales, avec le Plan national sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (RAN GRK) et le Plan d'action national sur l'adaptation au changement climatique (RAN API). • Lors de la COP21, l'Indonésie s'est engagée à réduire ses émissions de 26 % en 2020 et de 29 % en 2030. Données à l'appui : • En Indonésie, 33 provinces (sur 34) ont déjà élaboré des Plans d'action locaux sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (RAD GRK) d'après le RAN GRK.
		13.3 Améliorer l'éducation, la sensibilisation et les capacités individuelles et institutionnelles en ce qui concerne l'adaptation au changement climatique, l'atténuation de ses effets, la réduction de ses impacts et les systèmes d'alerte rapide.	Plusieurs gouvernements locaux ont diffusé des informations dans le cadre des efforts de sensibilisation sur le changement climatique et les mesures d'adaptation.

Source : Données recueillies auprès de diverses sources (Pusdatin Kementerian Kesehatan, 2015 ; BPS, 2015 ; Bappenas, 2015 ; Komnas Perempuan, 2015 ; Friastuti, 2015 ; TNP2K-Bappenas, pas de date ; Kementerian Kesehatan, 2014 ; Noviani, 2015 ; BPS, 2015 ; Hsu, A. et al., 2016 ; Fauzi, A. et Oxtavianus, A., 2013 ; Kementerian Lingkungan Hidup dan Kehutanan, pas de date ; Kementerian Kesehatan, 2015 ; BPJS, 2015 ; CCNUCC, 2015 ; Climate Change Tracker, 2015 ; Lenrosen, 2015 ; Friedrich et Damassa, 2014).

Les quatre exemples présentés dans le tableau ci-dessus (Objectifs de développement durable 1, 5, 6 et 13) peuvent être considérés comme une première indication du chemin que l'Indonésie doit encore parcourir pour atteindre les objectifs visés. Compte tenu des données et des circonstances actuelles, il est nécessaire que l'ensemble des parties prenantes déploient des efforts pour accélérer la mise en œuvre et atteindre ces objectifs mondiaux ambitieux.

Rôles des OSC et des GL dans la mise en œuvre des ODD

La majorité des fonctions gouvernementales ont été transférées aux GL, à l'exception de celles relevant spécifiquement du ressort du gouvernement national, tels que la défense et la sécurité, les affaires étrangères, les politiques monétaire et fiscale, la justice et les affaires religieuses. La loi n° 23/2014 sur les gouvernements locaux énonce les responsabilités et fonctions qui sont obligatoires et celles qui sont facultatives pour les GL, ainsi que celles qui sont confiées parallèlement à différents niveaux de gouvernement. Si certains engagements internationaux pris par le gouvernement national doivent être mis en œuvre au niveau local, le système de gouvernance décentralisé doit faire l'objet d'une promotion vigoureuse (ou, selon la terminologie indonésienne, d'une « socialisation ») par le gouvernement national pour garantir l'adoption et la mise en œuvre des objectifs par les GL.

En raison des défaillances du gouvernement, certaines OSC « comblent les lacunes » en termes de prestation de services publics ou de fourniture de biens, tels que les services d'éducation et de santé dans les régions reculées. Un certain nombre d'OSC ayant participé activement à la formulation des ODD ont commencé à promouvoir des approches multipartites de la mise en œuvre de ces objectifs. L'expérience acquise par les OSC dans le cadre de la mise en œuvre des OMD au cours des cinq dernières années est un atout pour appuyer la mise en œuvre des ODD dans un avenir proche.

Aujourd'hui, un grand nombre d'OSC locales et de GL restent concentrés sur l'adaptation et la mise en œuvre des OMD (cette dernière ayant été retardée en Indonésie) et ignorent que les OMD ont été transformés en ODD, qui constituent désormais la référence mondiale. Ils devront pourtant intégrer ces objectifs plus complets, qui nécessiteront davantage de ressources et de coopération entre les parties prenantes. Le gouvernement doit coopérer plus étroitement avec les OSC et les GL qui se sont non seulement familiarisés avec les nouveaux objectifs mondiaux, mais qui ont également commencé à les promouvoir, afin qu'ensemble ils puissent accompagner les autres OSC et GL qui ne sont pas encore pleinement informés au sujet de ce changement de référence mondiale.

Difficultés liées à la mise en œuvre des ODD

Comme mentionné précédemment, il ne fait aucun doute que le rôle des OSC et des GL est extrêmement important et que plusieurs conditions préalables à la création d'un environnement porteur doivent dès lors être remplies pour que ces acteurs participent à la réalisation des objectifs mondiaux. En pratique, la mise en œuvre des ODD sera plus complexe, non seulement en raison de la nature universelle de ces objectifs, mais également des caractéristiques et capacités diverses des GL et des OSC. Bien que les approches multipartites constituent une dimension très importante des ODD, ces derniers pourront difficilement être atteints sans confiance mutuelle entre les parties prenantes.

Malgré la coopération fructueuse établie entre de multiples parties prenantes par le passé et les efforts en cours, de nombreux responsables gouvernementaux continuent de percevoir les OSC comme des « adversaires » tout en considérant les entreprises comme des entités motivées uniquement par la réalisation de bénéfices, dont ils peuvent exiger davantage de contributions (RSE ou autres), en plus des impôts dont elles s'acquittent déjà. D'autre part, de nombreux militants de la société civile et acteurs économiques estiment que les responsables gouvernementaux sont corrompus, inefficaces et rigides dans leur manière d'aborder la problématique du développement, en constante évolution. Certaines parties du gouvernement national sont comme figées dans une approche centrée exclusivement sur le gouvernement et ne permettent aux acteurs non étatiques de participer au processus qu'à titre symbolique. Un tel manque de confiance entre les parties prenantes s'est traduit dans le passé par des actions non synchronisées et, si rien n'est fait pour y remédier, il pourrait entraver les efforts de collaboration qui s'avèrent indispensables pour la mise en œuvre des ODD. C'est dans ce contexte que des groupes majeurs de la société civile – sous l'égide d'INFID – ont appelé à renforcer la représentation des multiples parties prenantes au sein du cadre institutionnel officiel dédié à la mise en œuvre des ODD.

Le problème du manque de confiance peut être illustré par l'exemple de la promotion relativement limitée, voire inexistante, par le gouvernement indonésien, de la participation des syndicats au processus de planification de la mise en œuvre des ODD. Alors que, d'une part, l'objectif 8 des ODD vise la création d'emplois décents pour tous et que, d'autre part, les conditions de travail en Indonésie et celles des travailleurs indonésiens à l'étranger demeurent généralement médiocres, aucune consultation n'a été menée en profondeur avec les organisations œuvrant

directement pour améliorer les conditions des travailleurs. Les politiques visant à améliorer les conditions de travail – dans le pays comme à l'étranger – restent vagues. Cette situation pose incontestablement de grosses difficultés pour la réalisation de l'objectif 8 en particulier et des ODD en général.

Outre les problèmes associés à la promotion des approches multipartites, les capacités des GL et des OSC en général doivent être renforcées pour que ces acteurs puissent participer plus efficacement au processus. Les capacités des GL varient considérablement au sein du pays. Le défi du renforcement des capacités concerne les capacités financières, techniques et de gestion des GL et des OSC. Des provinces comme le territoire spécial de la capitale Jakarta, la province de Riau et quelques autres disposent de capacités suffisantes pour entreprendre l'élaboration de leur propre plan d'action pour les ODD. Les municipalités/régences ont elles aussi mené des réflexions sur la manière de gérer la transition des OMD vers les ODD. En revanche, bon nombre de provinces et de gouvernements locaux n'ont pas encore considéré sérieusement la nécessité d'aligner leurs propres plans et programmes de développement sur les ODD.

La cohérence (ou le manque de cohérence) de la politique globale de développement est également un aspect qui mérite une attention particulière si l'Indonésie souhaite atteindre les Objectifs de développement durable. Si l'approche du « développement depuis la périphérie » adoptée par l'administration actuelle vise à remédier aux inégalités croissantes – tant horizontales que verticales – en donnant la priorité aux villages et zones périphériques pauvres, les problèmes structurels et systémiques avec les marchés qui favorisent toujours les grandes métropoles et les acteurs économiques majeurs n'ont pas été abordés de manière claire. Les politiques contradictoires dans les domaines des métiers, des industries, de l'environnement ou de l'aménagement du territoire, pour n'en citer que quelques-uns, sont nombreuses.

Les données et les indicateurs posent également un problème. Des centaines d'indicateurs étant associés aux 17 Objectifs de développement durable, la capacité de l'agence centrale des statistiques (BPS – *Badan Pusat Statistik*) à recueillir des données pertinentes dans diverses régions et à l'échelle nationale reste, au mieux, encore à démontrer. Si, jusqu'à présent, la BPS a été en mesure de fournir des données démographiques, sociales et économiques appropriées pour les plans de développement et autres processus d'élaboration des politiques du pays, leur ajustement en vue de suivre la réalisation des ODD exigera d'énormes ressources dont l'agence ne disposera pas nécessairement. Cette situation est exacerbée par les différents

systèmes de données et méthodes de gestion au niveau national, ainsi que par le manque de données locales pertinentes, dans certains cas. Par conséquent, le renforcement des capacités dans ce domaine est absolument nécessaire.

Encourager la coopération multipartites

Le gouvernement national, les gouvernements locaux (au niveau des municipalités et des régences) et les OSC sont les principaux moteurs de la création de plateformes multipartites. Si les rôles des GL et des OSC sont de plus en plus reconnus, ceux du secteur privé sont tout aussi importants. Sur les 17 objectifs mondiaux, 3 sont liés spécifiquement au développement économique et au développement des entreprises : l'Objectif 8 (travail décent et croissance économique) ; Objectif 9 (industrie, innovation et infrastructure) ; et Objectif 12 (consommation et production responsables). Ces objectifs montrent l'importance du secteur privé dans la réalisation des ODD. Les entreprises devraient être en mesure de distinguer les activités courantes de la mise en œuvre de programmes liés aux ODD. En Indonésie, certaines grandes entreprises accordent désormais une attention beaucoup plus soutenue au développement social, ce qui témoigne d'un changement de paradigme, axé sur les processus opérationnels durables. La responsabilité sociale des entreprises (RSE) est souvent considérée comme un moyen de mettre en œuvre des programmes sociaux. Par exemple, la récente campagne de promotion des ODD, SATU Indonesia, est une action collaborative entre le ministère de la Santé et PT. Astra International, une grande entreprise indonésienne intervenant dans plusieurs secteurs. Cette campagne vise à améliorer la qualité de vie de la population en ce qui concerne les questions liées à l'éducation, l'environnement, les PME et la santé dans le cadre de la réalisation des ODD.

Le travail des coalitions multipartites impliquant non seulement les OSC, les GL et le gouvernement national, mais aussi le secteur privé, a porté ses fruits en Indonésie. Par exemple, il existe, dans le domaine de l'éducation, un « mouvement » de bénévolat lancé par « *Indonesia Mengajar* » (L'Indonésie enseigne), une initiative non gouvernementale soutenue financièrement par des projets de RSE et de financement participatif, qui envoie de nouveaux diplômés de l'université et de jeunes professionnels enseigner à des élèves vivant dans des régions isolées, où les conditions d'enseignement et la disponibilité de professeurs sont limitées voire inexistantes. Cette initiative renforce la coopération avec les gouvernements locaux des régions reculées. Son initiateur, Anies Baswedan, un ancien ministre de l'Éducation, a élargi cette

approche en lançant le programme financé par l'État « Guru Garda Depan » (« Enseignants pionniers »), tout en maintenant l'initiative d'origine afin de poursuivre son travail précurseur.¹⁰

Une coalition similaire entre la société civile, le secteur privé, les gouvernements locaux et le ministère de la santé est en cours de formation dans le secteur de la santé. Baptisé « *Pencerah Nusantara* » (« Éclaireurs de l'archipel »), le programme envoie des équipes sanitaires composées de médecins, d'infirmières, de sages-femmes, de nutritionnistes, de spécialistes de la santé environnementale, etc. dans des zones isolées où les conditions et services sanitaires sont généralement médiocres. Il a été initié par le bureau de l'émissaire spéciale pour les OMD durant l'administration Yudhoyono. Cette fonction a cessé d'exister après le changement de gouvernement, mais le programme est exécuté aujourd'hui par une ONG, le Centre pour les initiatives de développement stratégique d'Indonésie, en coopération avec un certain nombre d'entreprises et de gouvernements locaux.¹¹ Sa portée a été étendue par le ministère de la Santé, qui en a fait un programme gouvernemental appelé « *Nusantara Sehat* » (« Une nation en bonne santé ») venant compléter le programme public vieux de plusieurs décennies axé sur l'envoi de médecins ou d'étudiants en médecine dans des villages à travers tout le pays.

Dans le domaine des énergies renouvelables, le programme PETA (« *Penggerak Energi Tanah Air* » ou « Moteurs de l'énergie nationale ») a été initié par le ministère des Ressources énergétiques et minérales en coopération avec une ONG afin de promouvoir la production communautaire d'énergies renouvelables dans les régions les moins développées. Bien qu'elles en soient encore aux premiers stades, des approches collaboratives similaires ont été reproduites pour garantir l'accès à l'eau potable pour tous, de meilleures conditions d'assainissement pour les pauvres et l'amélioration des bidonvilles. Des initiatives de collaboration analogues pourraient être reproduites dans d'autres secteurs couverts par les ODD.

À cet égard, il est important de souligner l'existence du Programme national d'autonomisation des communautés (« *Program Nasional Pemberdayaan Masyarakat* » ou PNPM), un

programme de grande envergure financé par le gouvernement qui a formé et envoyé des milliers de facilitateurs dans des villages pour accompagner le développement des communautés et les rendre autonomes. Ce programme a lui aussi permis de renforcer la coopération avec de nombreuses ONG/OSC aux niveaux local et communautaire. Bien qu'il ait officiellement clôturé avec le changement de gouvernement, des milliers de facilitateurs compétents sont désormais disponibles pour soutenir des initiatives de collaboration de ce type.

Enfin, une autre catégorie d'acteurs mérite une attention particulière compte tenu de leur importance pour le pays, à savoir les syndicats. En Indonésie, il existe un syndicat (KSBSI) qui soutient et organise le travail dans le but de promouvoir et de protéger les intérêts des travailleurs. Au cours de la période de mise en œuvre des OMD, ces partenaires sociaux n'ont pas réellement été consultés par le gouvernement, surtout lorsqu'on considère les engagements intersectoriels pris entre le gouvernement et le secteur privé. Par conséquent, il serait profitable d'impliquer ce groupe dès le début du processus pour pouvoir atteindre les cibles définies dans les ODD par rapport à ce domaine.

¹⁰ Malheureusement, Anies Baswedan fait partie des ministres qui ont été remplacés lors du dernier remaniement ministériel (27 juillet 2016). On ignore encore si le nouveau ministre de l'Éducation poursuivra l'initiative Guru Garda Depan. M. Baswedan lui-même a déclaré qu'il continuera à promouvoir l'éducation dans les régions pionnières via des initiatives non gouvernementales.

¹¹ *Pencerah Nusantara* travaille en partenariat avec plusieurs grandes entreprises en Indonésie, dont PT. Indofood, GE Soins de santé Indonésie, PT. Nestlé Indonésie, la Banque Tabungan Pensiunan Negara et Coca-Cola Indonésie. Le programme a également conclu des partenariats avec des organisations professionnelles, des OSC, des groupes philanthropiques et des instituts de recherche.

5. Renforcer les moyens pour atteindre les Objectifs de développement durable

Environnements porteurs – Mécanismes, politiques et coalitions

Dans le cadre de cette étude, les environnements porteurs sont les mécanismes, les politiques et les coalitions qui s'avèrent importants pour la mise en œuvre des ODD et qui doivent être mis en place pour soutenir la réalisation des objectifs.

Mécanismes et politiques

Comme indiqué dans les sections précédentes, un certain nombre de mécanismes sont en place en Indonésie pour l'aider à atteindre les ODD. Ils reposent partiellement sur les enseignements tirés de l'expérience acquise dans le cadre de la mise en œuvre des OMD. Un certain nombre d'étapes logiques concernant l'élaboration d'une stratégie nationale sont présentées ci-dessous :

- L'adoption d'un règlement national (dans ce cas précis, un décret présidentiel) visant à coordonner les actions dans différents ministères et à divers niveaux du gouvernement.
- La mise en place d'une Équipe interministérielle de coordination nationale et d'un Secrétariat national des ODD pour aider à consolider les actions du gouvernement, y compris la communication avec les différents groupes ou plates-formes (parlements, gouvernements locaux, secteur privé, fondations philanthropiques, universitaires/chercheurs et société civile).
- La formulation de plans d'action nationaux, provinciaux et locaux liés aux ODD.
- L'intégration de ces plans dans des plans de développement nationaux, provinciaux et locaux juridiquement plus contraignants peut garantir que les programmes et les budgets du gouvernement visent la réalisation des ODD.
- Un système de suivi conçu pour servir de « tableau de bord » et suivre la réalisation des objectifs mondiaux au niveau local.¹²

Cependant, comme cela a déjà été mentionné dans ce rapport, le gouvernement ne peut, à lui seul, atteindre les ODD, et encore

moins les ODD. La participation de toutes les parties prenantes concernées est cruciale. Les mécanismes permettant d'impliquer d'autres parties peuvent prendre différentes formes : campagnes de sensibilisation/d'information, soutien direct à des actions directes, mesures incitatives ou dissuasives pour les acteurs économiques privés et bien d'autres encore. Les politiques générales menées par le gouvernement actuel sont en phase avec les Objectifs de développement durable. Les cibles détaillées et les indicateurs ne sont peut-être pas exactement les mêmes pour le moment, mais ils devront progressivement être synchronisés si l'Indonésie veut respecter ses engagements internationaux.

Coalitions multipartites

Le rôle des coalitions multipartites doit encore être précisé, notamment en ce qui concerne les moyens qui permettront de renforcer la mise en œuvre des ODD. Dans ce contexte, les coalitions impliquant le secteur privé et la société civile sont essentielles. Comme mentionné précédemment, le rôle des syndicats, par exemple, est extrêmement important. L'Objectif 8 des ODD, et plus particulièrement la cible 8.8 : « Protéger les droits des travailleurs et promouvoir des environnements de travail sûrs et sécurisés pour tous, y compris les travailleurs migrants, et plus particulièrement les femmes migrantes et les personnes ayant un emploi précaire », ne peut être atteint sans leur participation. À cet égard, il serait nécessaire d'impliquer les syndicats dès le début et d'encourager un véritable débat entre les travailleurs, les employeurs et éventuellement le gouvernement, comme un instrument de gouvernance économique et sociale pour le développement, afin de stimuler la croissance inclusive et de lutter contre les inégalités.

Le secteur privé dispose de ressources (et de la flexibilité nécessaire pour utiliser ces ressources) que le gouvernement et la société civile n'ont pas. Les entreprises ont un savoir-faire technique et des experts qui pourraient donner une forte impulsion à de nombreux projets de développement à travers le pays. Les pratiques commerciales saines et respectueuses de l'environnement devraient apporter des contributions fondamentales au développement durable. Pour cela, une coopération plus étroite et plus stratégique entre les acteurs du secteur privé (y compris les fondations philanthropiques), les organisations de la société civile et les gouvernements locaux peut permettre d'améliorer les contributions de ces acteurs clés à la réalisation des ODD en Indonésie.

¹² Pendant plus de cinq ans, un projet en constante évolution, qui a finalement été baptisé P3BM (Pro-Poor Planning Budgeting and Monitoring, budgétisation et suivi de la planification en faveur des pauvres) et qui était soutenu par la Banque asiatique de développement, la Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds, a notamment permis de développer une application destinée à suivre la réalisation des cibles des ODD au niveau des municipalités/régences. Aujourd'hui achevé, ce projet était supervisé par la Bappenas et avait instauré une étroite collaboration avec le Secrétariat national des ODD.

Comme mentionné précédemment, les programmes *Pencerah Nusantara* et *Indonesia Mengajar* ont été lancés comme des initiatives de la société civile en développant la collaboration avec le secteur privé et les gouvernements locaux, et plus tard, avec les ministères compétents du gouvernement national. Si de tels modèles de collaborations multipartites peuvent être appliqués, les perspectives de réalisation des ODD en Indonésie sont prometteuses.

Encourager un environnement porteur pour les OSC et les GL

Le décret présidentiel 15/2010 sur l'accélération de la réduction de la pauvreté a ordonné la création d'une « équipe nationale pour l'accélération de la réduction de la pauvreté » (TNP2K, voir <http://www.tnp2k.go.id/en>) placée sous l'autorité directe du cabinet du vice-président. Cette équipe a été mise en place pour coordonner l'accélération des efforts de réduction de la pauvreté dans tous les secteurs et parmi les parties prenantes au niveau central. Outre la création de la TNP2K au niveau central, ce décret présidentiel a ordonné la création d'équipes régionales de coordination des efforts de réduction de la pauvreté (Tim Koordinasi Penanggulangan Kemiskinan Daerah, ou TKPKD) au niveau des provinces et des régences.

Les OSC et les GL en Indonésie continuent de jouer un rôle constructif découlant en grande partie du contexte de décentralisation et de démocratisation en constante évolution, qui leur permet de participer aux plans de développement. La politique de décentralisation a évolué depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 22/1999 sur les gouvernements locaux (modifiée ultérieurement par la loi n° 32/2004 puis par la loi n° 23/2014). Les modifications qui ont été introduites reflètent la tentative du gouvernement de « réparer les erreurs » qui ont caractérisé le processus décrit comme le « big bang de la décentralisation » induit par la loi de 1999, lorsque la plupart des fonctions gouvernementales ont été transférées par le gouvernement national aux gouvernements locaux, en court-circuitant pour ainsi dire les provinces. Les lois ultérieures sur la décentralisation ont visé en partie à renforcer les rôles des provinces.

Si les dix premières années de l'ère de la décentralisation ont souvent été marquées par des actes de corruption commis par de nombreux élus locaux et fonctionnaires (euphorisés par leurs nouveaux pouvoirs), les quelque cinq dernières années ont vu se développer et s'intensifier un esprit de « saine concurrence » parmi les maires, désireux de mieux servir la population et leur

municipalité et de devenir des « champions du service public ». ¹³ Les médias sociaux, classiques ou alternatifs, jouent un rôle important dans ce processus en relayant largement les bonnes performances de certains maires ou gouverneurs, tout en pointant du doigt les médiocres performances de nombreux autres élus.

Le processus de création d'un environnement porteur ne devrait pas passer à côté de cette dynamique, le soutien politique étant fondamental pour la mise en œuvre des ODD. L'engagement du gouvernement national est très attendu, notamment en ce qui concerne la manière dont les ODD seront intégrés dans les programmes de développement. Il importe que les meilleurs éléments soient impliqués pour garantir la réalisation des ODD en Indonésie. Cela signifie que les personnes les plus compétentes doivent être nommées aux postes appropriés au sein du gouvernement national et des gouvernements locaux, du secteur privé et des OSC. Cela implique aussi d'avoir des personnes qualifiées dans les régions sous-développées pour stimuler le développement à partir de la base.

Le rôle des médias ne doit pas non plus être négligé. La publication, l'éducation et la diffusion s'avèrent nécessaires pour disséminer des informations équilibrées sur les ODD. La couverture des problématiques liées aux ODD est un élément déterminant de la réussite de la mise en œuvre de l'agenda mondial à l'échelle nationale et locale.

Les médias, renforcés par le système de démocratisation en Indonésie, ont également élargi l'espace de dialogue politique pour les OSC et le public en général. ¹⁴ La liberté d'expression est réglementée, mais est globalement beaucoup plus grande qu'elle ne l'était auparavant. Les médias sociaux, désormais beaucoup plus ouverts, ont également contribué à augmenter de manière significative les débats publics et ont même influencé les pouvoirs publics. En effet, dans certains cas, les décisions publiques ont été influencées par l'opinion publique exprimée à travers les médias sociaux.

¹³ Bien qu'aucune recherche sérieuse n'ait été menée sur cette nouvelle tendance à la « saine concurrence » observée parmi les dirigeants locaux pour devenir les « chouchous des médias » grâce à leurs performances ou leurs innovations, tous ceux qui lisent régulièrement des articles sur la gouvernance locale dans la presse populaire ou assistent à des séminaires sur ce thème pourront constater cette tendance positive de la décentralisation en Indonésie.

¹⁴ Outre l'introduction de la politique de décentralisation, « l'ère de la réforme » a également introduit divers changements constitutionnels, politiques et juridiques dans le cadre du processus de démocratisation de la nation. Les dirigeants nationaux, provinciaux et locaux (président, gouverneurs, maires, députés et membres des conseils législatifs locaux) sont élus directement par le peuple tous les cinq ans, la limite ayant été fixée à deux mandats. Cette réforme électorale a également été accompagnée d'un certain nombre de réformes juridiques visant à améliorer la transparence et à accroître la responsabilisation des fonctionnaires.



Il existe deux lois relatives à la démocratisation qui permettent aux OSC de jouer un rôle politique et fonctionnel. Il s'agit de la loi sur l'accès aux informations publiques (n° 14/2008) et de la loi sur les organisations sociales (n° 17/2013). Ces lois ne sont pas nécessairement adaptées à certaines organisations, mais elles pourraient constituer des points de départ intéressants. Lorsque le gouvernement indonésien a promulgué la loi sur les organisations sociales, les OSC et les ONG ont craint que le gouvernement limite un grand nombre de leurs actions. Néanmoins, jusqu'à présent, leurs inquiétudes ne se sont pas matérialisées. Les OSC et les ONG en Indonésie jouissent d'une certaine liberté par rapport à celles de Malaisie, de Thaïlande ou du Cambodge (les Philippines sont un autre pays de l'ANASE à accorder une plus grande liberté d'action aux OSC/ONG).

Comme souligné précédemment, le décret présidentiel devrait également contribuer à la mise en place de l'environnement porteur requis. La *Bappenas*, la principale agence gouvernementale chargée de la mise en œuvre des ODD, devrait être en mesure d'accroître la prise de conscience des principaux ministères concernés par rapport à ces objectifs mondiaux. Au niveau local, les *Bappeda* devraient, elles aussi, être en mesure d'inciter les OSC et les GL à s'engager davantage et d'encourager les partenariats.

Les partenaires du développement pourraient apporter une autre forme de soutien. L'Union européenne, par exemple, a appuyé le renforcement des capacités des OSC et des autorités locales à travers sa « Feuille de route pour l'engagement envers la Société civile en Indonésie ». Ce processus implique un large éventail d'OSC, d'autorités et de partenaires du développement. Parallèlement, les activités de l'UE liées à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, définies dans le cadre du « Plan d'action sur l'égalité des sexes 2016-2020 », devraient constituer une étape importante dans la promotion du développement des capacités des OSC et des GL dans ces domaines en Indonésie.

Enfin, la participation du secteur privé ne devrait pas se limiter à la Responsabilité sociale des entreprises, bon nombre des programmes de RSE continuant de fonctionner d'après le vieux modèle donateurs/bénéficiaires. Les tendances actuelles révèlent que les entreprises sont aujourd'hui plus nombreuses à s'intéresser aux impacts sociaux et à la manière dont elles peuvent contribuer au développement à travers leurs activités commerciales. La transition progressive des activités de RSE, qui se détachent des activités commerciales principales, vers des valeurs partagées ancrées en interne, que l'on observe dans de nombreuses sociétés bien établies, témoigne de la capacité du

secteur privé à participer aux efforts déployés pour atteindre les ODD en Indonésie. Les pratiques commerciales saines et respectueuses de l'environnement du secteur privé devraient apporter des contributions plus efficaces et plus fondamentales au développement durable. Une coopération plus étroite et plus stratégique entre les acteurs du secteur privé (y compris les fondations philanthropiques), les OSC et les GL peut permettre d'améliorer les contributions de ces acteurs clés à la réalisation des ODD en Indonésie.

6. Conclusions, messages clés et recommandations

Conclusions et messages clés

Six conclusions étroitement liées, assorties de messages clés, peuvent être tirées de cette étude :

- [1] Le défi posé par la réalisation des Objectifs de développement durable en Indonésie est énorme. Si la réalisation des 17 objectifs, qui sont assortis de 69 cibles reposant sur des centaines d'indicateurs (et appelant en outre à « ne laisser personne derrière », s'avère déjà difficile pour la plupart des pays en développement, elle l'est d'autant plus pour l'Indonésie, compte tenu de ses grandes disparités socio-économiques et géographiques, de l'ampleur de sa population (en particulier du nombre de personnes qui vivent encore dans la pauvreté), de la nature de plus en plus dynamique de l'activisme de la société civile et des structures décisionnelles fragmentées sur le plan politique.

Message clé : *Si la diversité culturelle est une vertu qui doit être encouragée, il convient de s'attaquer plus sérieusement aux disparités socio-économiques et de mettre un terme à la fragmentation des processus de prise de décisions.*

- [2] S'il est impossible de mesurer quantitativement la préparation d'un pays aussi contrasté que l'Indonésie à la mise en œuvre d'un agenda aussi complet que celui des ODD, on peut affirmer qu'à l'heure actuelle l'Indonésie n'est même pas à moitié préparée pour mettre en œuvre les ODD. Il existe des « facteurs positifs » qui pourront potentiellement aider l'Indonésie à atteindre les ODD, tels que les expériences – bonnes et mauvaises – acquises dans le cadre de la mise en œuvre des OMD (notamment l'existence de plans d'action nationaux et locaux et l'instruction présidentielle pour accélérer la réalisation des OMD) : l'intégration précoce des objectifs mondiaux dans les plans de développement nationaux et locaux ; le soutien politique du gouvernement et des leaders de la société civile ; la création d'un secrétariat national ; un certain nombre de bonnes pratiques au niveau local et des communautés, etc. Mais il y a également quelques « facteurs négatifs/défavorables », tels que l'aggravation des disparités socio-économiques et le niveau de confiance relativement faible – bien qu'en hausse – entre les principales parties prenantes. **Message clé :** *S'appuyer sur les aspects positifs pour surmonter les difficultés posées par la réalisation des ODD.* Les efforts susceptibles de renforcer la confiance mutuelle entre les différentes parties prenantes doivent être soutenus en permanence.

- [3] Les transformations majeures que l'Indonésie subit actuellement, en particulier les processus de démocratisation et de décentralisation (mais aussi la néolibéralisation de l'économie et l'urbanisation, qui ne sont pas traitées dans cette étude), peuvent également être considérées comme des « armes à double tranchant ». En effet, elles créent un environnement porteur permettant dans une large mesure aux OSC, aux gouvernements locaux et au secteur privé de jouer un rôle plus important dans le développement, mais sans une meilleure « coordination » ni répartition des rôles clairement établie, elles peuvent également entraîner une fragmentation des processus décisionnels et une utilisation loin d'être optimale des ressources déjà limitées. Les OSC et les GL doivent aussi renforcer leurs capacités pour pouvoir jouer plus efficacement leur rôle relativement nouveau et grandissant. **Message clé :** *Renforcer les aspects positifs des transformations en cours et inévitables tout en atténuant leurs effets négatifs. Le renforcement des capacités des OSC et des GL est la clé du succès de ces transformations.*

- [4] Le décret présidentiel (proposé) est un autre élément important de l'environnement porteur pour la participation des OSC/GL. Il fournira une solide base juridique pour la mise en place d'une équipe de coordination nationale des ODD et d'un secrétariat national pour l'appuyer. Sa promulgation a été retardée en raison des divergences entre les parties prenantes : la Bappenas estime qu'il est de son ressort d'assurer ce rôle de coordination tandis que les groupes de la société civile souhaitent une représentation plus forte des parties prenantes au sein du cadre institutionnel des ODD.

Message clé : *Il n'est sans doute pas nécessaire d'attendre que toutes les parties prenantes se mettent d'accord pour promulguer le décret présidentiel (déjà reporté de quelques mois), étant donné que cela ne se produira pas de sitôt. Un accord imparfait devrait être conclu pour pouvoir progresser vers un cadre institutionnel plus inclusif tandis que la confiance entre les différentes parties prenantes sera instaurée ou renforcée progressivement.*

- [5] La formulation de plans d'action nationaux et locaux intégrant les objectifs mondiaux permettra au gouvernement d'élaborer des programmes et d'allouer des budgets pour atteindre les ODD. Si les programmes gouvernementaux ne peuvent à eux seuls permettre d'atteindre les ODD, ils peuvent être conçus de façon aussi stratégique que possible pour déclencher des contributions optimales de la part d'autres parties

prenantes. **Message clé :** Les objectifs mondiaux doivent être « nationalisés » et « localisés » et les processus qui permettront d'y parvenir doivent impliquer l'ensemble des principaux acteurs concernés, y compris les OSC et les GL.

[6] Il y a eu des exemples d'initiatives de collaboration multipartites dans les domaines de l'éducation, de la santé, des énergies renouvelables et, dans une moindre mesure, de l'amélioration de l'accès à l'eau potable, de l'assainissement et des établissements humains. La plupart de ces actions collaboratives – qui impliquent des OSC, le secteur privé, des GL et le gouvernement national – sont menées dans les régions périphériques du pays et semblent encore être aux tout premiers stades de développement. Elles sont en phase avec l'esprit de collaboration multipartites des ODD, qui veut qu'aucun individu ne soit laissé pour compte. **Message clé :** Des actions peuvent être mises en œuvre dès maintenant au niveau local. Promouvoir, renforcer et étendre ces initiatives de collaboration sans attendre que des accords institutionnels soient élaborés au niveau national et approuvés par l'ensemble des parties prenantes.

Recommandations

À l'intention du gouvernement national :

1. S'engager publiquement en faveur de mise en œuvre des ODD et montrer comment ils seront intégrés dans chaque plan et programme de développement. Le gouvernement pourrait, par exemple, promouvoir les ODD de sorte que davantage de parties prenantes soient informées à leur sujet et prêtes à participer à leur réalisation ; encourager la participation active des principaux ministères concernés à la mise en œuvre des ODD ; et engager les meilleurs éléments pour mettre en œuvre le plus efficacement possible le programme de développement.
2. Créer un environnement qui permettra de renforcer les moyens de mise en œuvre des ODD tout en encourageant la participation d'autres parties prenantes. Il s'agira d'accélérer le soutien juridique et réglementaire nécessaire pour la mise en œuvre des ODD, principalement via la promulgation du décret présidentiel. S'il n'est pas possible de mettre en place immédiatement un cadre institutionnel idéal approuvé par toutes les parties prenantes, commencer par définir cadre imparfait qui soit aussi participatif que possible en gardant à l'esprit qu'il pourra être amélioré progressivement.
3. Utiliser tous les moyens disponibles pour développer et renforcer les capacités financières, techniques et de gestion des GL et des OSC.
4. Inclure, dans le cadre institutionnel et la mise en œuvre du programme, plus d'approches multipartites permettant d'atteindre les ODD. Le gouvernement ne peut à lui seul réduire les inégalités socio-économiques, promouvoir la diversité socioculturelle et atteindre les ODD.
5. Préciser, dans le décret présidentiel, la façon dont les plans d'action relatifs aux ODD doivent être élaborés et intégrés dans les plans de développement nationaux et locaux.
6. Renforcer la coopération avec les partenaires du développement, y compris avec l'UE, pour la réalisation des ODD, en renforçant notamment les capacités financières, techniques et de gestion des OSC et des GL.

À l'intention des gouvernements locaux :

1. S'efforcer de réduire les inégalités socio-économiques et promouvoir la diversité socioculturelle dans leur juridiction. Un développement inquiétant du « primordialisme » a pu être observé dans certains districts et certaines régions d'Indonésie, avec l'adoption de règlements discriminatoires. Il va de soi que cette approche est contraire au principe des ODD, selon lequel « personne ne doit être laissé pour compte ». Heureusement, le gouvernement national a le pouvoir légal d'examiner et d'abroger ce type de règlement. Il pourra s'avérer nécessaire de mener des campagnes d'information à cet égard.
2. Tirer des enseignements de l'expérience acquise dans le cadre de la mise en œuvre des OMD et s'appuyer sur l'impulsion donnée par les plans d'actions locaux des OMD pour générer le soutien nécessaire pour la mise en œuvre des ODD. Bien que la coordination nationale soit importante, les GL ne doivent pas attendre la finalisation des accords institutionnels et des plans d'action au niveau national avant de se mettre au travail au niveau local.
3. Participer activement aux actions collaboratives multipartites susceptibles de contribuer à la réalisation des ODD.
4. Renforcer les capacités, notamment en instaurant une collaboration avec d'autres parties prenantes (bailleurs de fonds internationaux, ONG internationales, ONG nationales et locales, secteur privé et autres).

À l'intention des organisations de la société civile :

1. Tirer des enseignements de l'expérience acquise dans le cadre de la mise en œuvre des OMD et s'appuyer sur l'impulsion générée par la promotion des OMD. Il s'agira par exemple de diffuser plus largement les informations concernant les ODD pour encourager la participation et de créer des guides et des outils de résolution des problèmes pour la mise en œuvre des ODD.
2. Bien que les OSC aient tout à fait le droit de continuer à exercer des pressions pour exiger une meilleure représentation des parties prenantes dans le dispositif institutionnel national, il serait sage d'accepter une alternative imparfaite si cette dernière peut permettre d'accélérer le processus de mise en œuvre des ODD. La confiance n'est pas encore établie entre le gouvernement national et les OSC. Par conséquent, le gouvernement a des difficultés à accepter la présence des OSC dans l'organe de gouvernance des ODD.
3. Réduire la dépendance au soutien des bailleurs de fonds en exploitant les ressources nationales potentielles, telles que le financement participatif, les cotisations des membres et autres moyens similaires.
4. Reproduire les actions de collaboration fructueuses, initiées par d'autres OSC. L'échange de connaissances entre pairs peut aussi être utilisé comme moyen de renforcer les capacités.

Références

- Badan Penyelenggaraan Jaminan Sosial. (2016). *BPJS Kesehatan Peroleh WTP di Tahun Ke-2*. Consulté le 16 mai 2016. <http://bpjs-kesehatan.go.id/bpjs/index.php/arsip/categories/Mjg/siaran-pers>
- Badan Penyelenggaraan Jaminan Sosial. (2010). *Profil Badan Penyelenggara Jaminan Sosial*. Consulté le 27 avril 2016. <http://bpjs-kesehatan.go.id/bpjs/index.php/pages/detail/2010/2>
- Bahagijo, S. (29 mars 2016). Perpres SDG dan Tata Kelola. Kompas. 7.
- Bappenas. (2015a). *Laporan Pencapaian Tujuan Pembangunan Milenium di Indonesia 2014 (Rapport 2014 sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Indonésie)*, Jakarta : Bappenas
- Bappenas. (2015b). *Konsep SDGs: Kerangka Pembangunan Pasca 2015*. Consulté le 27 avril 2016. <http://www.bappenas.go.id/id/berita-dan-siaran-pers/berita-harian-bappenas/konsep-sdgs-kerangka-pembangunan-pasca-2015/>
- Bappenas. (2015c). *Strategi Nasional Pencapaian Target MDGs dan Pasca MDGS*. Jakarta : Bappenas.
- Bengtsson, M., & Olsen, S. H. (2015). Conclusions : Mettre en œuvre l'agenda. Atteindre les objectifs de développement durable : du programme à l'action (p. 186-194). Japon : Institut des stratégies environnementales mondiales.
- BPS. (2015). *Indeks Pembangunan Gender 2014*. Jakarta : BPS.
- BPS. (2015). *Statistik Lingkungan Hidup*. Jakarta : BPS.
- Byier, et al. (2016). *Note d'information n° 86 du Centre européen de gestion des politiques de développement : Comment accéder aux partenariats OSC-entreprises*. Pays-Bas : Centre européen de gestion des politiques de développement.
- Central Intelligence Agency (CIA). (2016). *Le World Factbook*. Consulté le 27 avril 2016. <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/id.html>
- Climate Action Tracker. (2015). *Indonésie*. Consulté le 16 mai 2016. <http://climateactiontracker.org/countries/indonesia.html>
- Commission européenne : (2010). *Objectifs du Millénaire pour le développement : Questions fréquemment posées et exemples de projets financés par l'UE*. Consulté le 9 mai 2016. http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-10-145_en.htm?locale=en
- Commission européenne. (2015). *Feuille de route de l'UE pour l'engagement envers la Société civile en Indonésie 2015 - 2017*. Consulté le 9 mai 2016. <http://capacity4dev.ec.europa.eu/public-governance-civilsociety/document/indonesia-roadmap-engagement-civil-society>
- Bureau européen de l'environnement. (Pas de date). *Objectifs de développement durable*. Consulté le 27 avril 2016. www.eeb.org/index.cfm/activities/sustainability/sustainable-development/sustainable-development-goals-sdgs/
- Ezilon Maps. (Pas de date). *Carte politique de l'Indonésie*. Consulté le 27 avril 2016. <http://www.ezilon.com/maps/asia/indonesian-maps.html>
- Fauzi, A., et Oxtavianus, A. (2013). *Étude de fond 2015-2019. Indeks Pembangunan Lingkungan Hidup*. Jakarta : Bappenas
- Friastuti, R. (2015). *Kasus Kekerasan Perempuandan Anak Selalu Meningkat Tiap Tahun*. Consulté le 27 avril 2016. <http://news.detik.com/berita/3035792/kasus-kekerasan-perempuan-dan-anak-selalu-meningkat-tiap-tahun>
- Friedrich, J et Damassa, T. (2014). L'histoire des émissions de dioxyde de carbone. Consulté le 16 mai 2016. <http://www.wri.org/blog/2014/05/history-carbon-dioxide-emissions>
- Hoelman, M. et al. (2015). *Panduan SDGs untuk Pemerintah Daerah (Kota dan Kabupaten) dan Pemangku Kepentingan Daerah*. Jakarta : INFID.
- Hsu, A. et al. (2016). *Indice de performance environnementale 2016*. New Haven, CT : Université de Yale
- Institut des études sur le développement. (2015). *Le secteur privé et les Objectifs de développement durable*. Consulté le 27 avril 2016. <http://www.ids.ac.uk/opinion/the-private-sector-and-the-sustainable-development-goals>
- Kementerian Kesehatan. (2015). *Profil Kesehatan Indonesia 2014*. Jakarta : Kementerian Kesehatan
- Kementerian Lingkungan Hidup dan Kehutanan. (Pas de date). *Rekapitulasi Luas Kebakaran Hutan (Ha) Per Provinsi di Indonesia Tahun 2011-2016*. Consulté le 16 mai 2016. http://sipongi.menlhk.go.id/hotspot/luas_kebakaran
- Kementerian Pekerjaan Umum. (2013). *Buku Informasi Statistik Kementerian Pekerjaan Umum 2013*. Jakarta : Kementerian Pekerjaan Umum

- Komnas Perempuan. (2015). *Lembar Fakta Catatan Tahunan (CATAHU) Komnas Perempuan Tahun 2014 Kekerasan Terhadap Perempuan: Negara Segera Putus Impunitas Pelaku*. Jakarta : Komnas Perempuan
- Lenrosen. (2015). Indonésie – Le 6^e émetteur mondial de gaz à effet de serre face à des difficultés avec le secteur énergétique du charbon. Consulté le 16 mai 2016. <http://www.21stcentech.com/indonesia-worlds-6th-largest-emitter-faces-coal-challenge/>
- Noviani, A. (2015). *Indeks Kualitas Lingkungan Hidup Naik Tipis*. Consulté le 16 mai 2016. <http://kabar24.bisnis.com/read/20150605/79/440579/indeks-kualitas-lingkungan-hidup-ri-naik-tipis>
- Purwanto, E. et S. Moestru (2016). « L'évolution des rôles des ONG dans l'industrie agroalimentaire durable », *The Jakarta Post*, 30 mai 2016, p. 7.
- Pusdatin Kementerian Kesehatan. (2015). *Situasi Kesehatan Reproduksi Remaja*. Jakarta : Kementerian Kesehatan.
- République d'Indonésie. (2015). *Contributions prévues déterminées au niveau national*. Consulté le 27 avril 2016. http://www4.unfccc.int/submissions/INDC/Published%20Documents/Indonesia/1/INDC_REPUBLIC%20OF%20INDONESIA.pdf
- Sarosa, W. (2010). *Mobilisation de la société civile autour des OMD : enseignements tirés de l'Indonésie*. Présentation à la Banque asiatique de développement, Manille, 4-5 octobre 2010.
- Sarosa, W. (2011). *Les rôles de la société civile : initiatives, plaidoyer, participation et suivi de la réalisation des OMD*. Présentation à la Conférence internationale de Prakarsa sur le financement des OMD. Jakarta, 16 juin 2011.
- Sarosa, W. (2013). *La situation des organisations de la société civile en Indonésie : un point de vue personnel*. Présentation lors de la réunion des partenaires de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Jakarta, 1^{er} novembre 2013.
- Sekretariat MDGs. (Pas de date). *Status Pencapaian MDGs di Indonesia*. Consulté le 27 avril 2016. http://sekretariatmdgs.or.id/?lang=id&page_id=1087
- Seldadyo, H. (2015). *Konvergensi Agenda Pembangunan: Nawa Cita, RPJMN, dan SDGs*. Jakarta : PNUD. (Disponible en anglais également : « Programmes de développement convergents : Nawa Cita, RPJMN et ODD »).
- Agence des statistiques indonésienne. (2016). *Annuaire statistique de l'Indonésie, édition 2015*. Jakarta : Agence des statistiques indonésienne.
- Sumner, A. (2016). « Le monde peut-il réellement mettre un terme à la pauvreté ? », *The Jakarta Post*. 11 juin 2016, p. 6.
- Stalker, P. et al. (2008). *Kita Suarakan MDGs Demi Pencapaiannya di Indonesia* (« Levons-nous pour la réalisation des OMD en Indonésie »). Jakarta : Bappenas et PNUD Indonésie
- Banque mondiale (2015). *Un fossé qui se creuse en Indonésie – Résumé analytique*. Jakarta : Banque mondiale et Bureau australien d'aide au développement.
- Tim Nasional Percepatan Penanggulangan Kemiskinan. (Pas de date). *Program Indonesia Pintar Melalui Kartu Indonesia Pintar*. Consulté le 16 mai 2016. <http://www.tnp2k.go.id/id/tanya-jawab/klaster-i/program-indonesia-pintar-melalui-kartu-indonesia-pintar-kip/>
- Tim Nasional Percepatan Penanggulangan Kemiskinan (TNP2K). (Pas de date). *Program Keluarga Harapan*. Consulté le 16 mai 2016. <http://www.tnp2k.go.id/id/tanya-jawab/klaster-i/program-keluarga-harapan-pkh/>
- Tim Nasional Percepatan Penanggulangan Kemiskinan. (Pas de date). *Daftar Program Tim Nasional Percepatan Penanggulangan Kemiskinan*. Consulté le 27 avril 2016. <http://www.tnp2k.go.id/id/program/program/>
- Division de statistique des Nations Unies. (2014). *Livre de poche des statistiques mondiales*. Consulté le 27 avril 2016. <http://data.un.org/CountryProfile.aspx?crName=indonesia>
- Zain, W. (2016). « Les facteurs à l'origine des inégalités de revenus en Indonésie », *The Jakarta Post*. 7 juin 2016, p. 6.



Forum Politique pour le Développement

